

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA SITUATION
DE
L'INDUSTRIE COTONNIÈRE
DANS L'EST DE LA FRANCE
DE 1914 A 1921

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 juin 1922

PAR

Ivan SIBILLE * ○ *

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales.

Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur.*
TRUCHY, professeur.

PARIS

EDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

—
1922

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA SITUATION
DE
L'INDUSTRIE COTONNIÈRE
DANS L'EST DE LA FRANCE
DE 1914 A 1921

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 juin 1922

PAR

Ivan SIBILLE * * *

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales.

Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur.*
TRUCHY, professeur.



PARIS

EDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

1922

Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE
DE MES GRANDS-PARENTS ET DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON BEAU-PÈRE, M. MAX PRUD'HOMME

INTRODUCTION

Depuis quelques années, on entend dire que l'industrie cotonnière est en état de crise. M. Méline, sénateur des Vosges, l'a signalé pour la première fois en ce qui concerne la France, dans son discours au Congrès Cotonnier de 1904, et, depuis cette époque, les industriels cotonniers français n'ont cessé, chaque année, de se plaindre du marasme des affaires.

Nous nous proposons d'étudier ici cette crise cotonnière qui, du reste, ne sévit pas seulement en France ; par suite, nous examinerons la situation de notre industrie textile de l'Est, de 1914 à 1921.

En nous proposant de rechercher les causes et les circonstances diverses, qui ont occasionné la crise cotonnière, nous ne nous dissimulons pas la difficulté de notre tâche : une étude sur l'industrie textile ne serait définitive que si elle pouvait se documenter sur des statistiques précises, relatives à la production et à la consommation ; or, les documents sont souvent incomplets, et les détails qu'il conviendrait de connaître sont maintes fois ignorés des industriels eux-mêmes.

Nous avons essayé, cependant, de documenter le mieux possible les idées présentées dans ce travail.

Dans un premier chapitre, nous avons étudié quelle était la situation de l'industrie cotonnière dans l'est de la France

à la veille de la guerre, et à quels obstacles, importants déjà, se heurtaient son développement et sa prospérité.

Nous avons, dans une deuxième partie, examiné ce que devint, pendant la guerre, cette industrie textile et les difficultés énormes qu'elle eût à vaincre pour remplir son rôle dans la défense nationale.

Et enfin nous avons passé en revue les grosses difficultés d'aujourd'hui, qui rendent la situation actuelle critique à maints égards. Certaines catastrophes financières, dont nous avons été témoin, en sont une preuve bien évidente.

Il serait téméraire de pronostiquer de l'avenir du coton et de la tournure que prendront les événements. Trop de coefficients y sont engagés, et si d'innombrables avis ont été publiés au sujet des campagnes cotonnières à venir, si toute une littérature professionnelle a consacré chaque jour à ce sujet une éloquence peu commune, il n'est guère possible de voir ce qu'il va advenir de notre industrie cotonnière.

Mais encore est-il permis d'essayer de voir où est le mal ; et s'il pouvait être bien défini par cette modeste étude, nous croyons que nos investigations n'auraient pas été inutiles.

LA SITUATION DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE DANS L'EST DE LA FRANCE DE 1914 A 1921

PREMIÈRE PARTIE

Situation de l'industrie cotonnière dans l'Est de la France en 1914

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION

La guerre de 1870 et l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne avaient amené un trouble profond dans la situation économique de la région de l'Est.

Il avait fallu reconstituer, de ce côté des Vosges l'outillage industriel, qui avait été enlevé par la conquête. Heureusement, de nombreux alsaciens immigrés avaient apporté la contribution de leurs efforts et de leur expérience, et, avec l'appui du Gouvernement, qui avait créé le canal de l'Est, intensifié les voies ferrées, en permettant ainsi de desservir peu à peu les vallées, la région industrielle de l'Est, c'est-à-dire les départements des Vosges, Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, Doubs et territoire de Belfort, avait réussi à rempla-

cer la province perdue, et à occuper une place à peu près exclusive dans la fabrication des toiles de coton de tous genres, destinées à être utilisées soit en écreu, soit en blanc, soit en teints et impressions.

Un des plus éminents industriels de la région (1) remarque que les raisons de cette expansion ne sont pas très évidentes au premier abord, à part la présence de l'industrie cotonnière de Mulhouse; notre région de l'Est est distante à la fois du coton brut, qui doit être transporté du Havre ou de Marseille, et du charbon, qui peut venir du Nord ou de la Sarre; mais il ajoute qu'à la réflexion il n'y a aucune difficulté à établir les causes qui attirèrent les usines. Ce furent aussi l'utilisation de la force hydraulique, admirablement offerte par la nature, et les aptitudes spéciales de la population, peu portée, par la nature du sol, aux travaux agricoles.

Le tableau suivant montre la progression de l'industrie cotonnière dans l'Est, en filés et tissés écreus, de 1880 à 1914 :

	Nombre de broches à filer	Nombre de métiers à tisser
En 1880.	650.346	25.751
1889.	878.000	29.700
1892.	1.116.000	33.000
1895.	1.480.000	42.000
1898.	1.600.000	44.000
1903.	2.236.000	54.700
1910.	2.708.000	59.900
1914.	3.000.000	66.000

Ces 3 millions de broches de filature étaient répartis dans 80 filatures environ, dont une quarantaine de 10.000 à

1. A. Lederlin, *Monographie de l'industrie cotonnière*, Epinal, 1905.

20.000 broches, le reste comprenant des établissements de 30.000 à 100.000 broches et plus ; seules 6 filatures dépassaient ce nombre.

Les métiers à tisser comprenaient 140 tissages environ ; une quarantaine seulement comptaient près de 500 métiers. Le nombre des établissements moyens et de faible importance était donc considérable.

L'importance des chutes d'eau utilisées en 1914 par l'industrie textile dans la région de l'Est, peut se résumer dans le tableau suivant :

	VOSGES		HAUTE-SAÔNE		DOUBS	
	Etablis- sements	HP	Etablis- sements	HP	Etablis- sements	HP
Filatures	12	1686	3	158	—	—
Filatures et tissages.	7	1494	1	25	2	310
Tissages ,	19	2920	8	253	1	24

Quant à la population ouvrière, elle comptait :

1° Pour la filature, environ :

15.000 ouvriers { 10 % étaient des garçons au-dessous de 18 ans ;
 45 % des hommes au-dessus de 18 ans ;
 dont : { 10 % des filles au-dessous de 18 ans ;
 35 % des femmes au-dessus de 18 ans.

2° Pour le tissage :

34.000 ouvriers { 8 % étaient des garçons au-dessous de 18 ans ;
 32 % des hommes au-dessus de 18 ans ;
 dont : { 12 % des filles au-dessous de 18 ans ;
 48 % des femmes au-dessus de 18 ans.

Il faudrait ajouter à ce chiffre des ouvriers appartenant aux industries finisseuses telles que : le blanchiment, la teinture, l'impression. Celles-ci, particulièrement importantes à Thaon-les-Vosges et à Epinal, comptaient encore à elles seules de 5 à 6.000 ouvriers.

§ 1. — Les salaires.

Sauf les serruriers, menuisiers, mécaniciens, les ouvriers textiles proprement dits sont payés à la production.

Les salaires, en 1914, étaient extrêmement variables, même dans une seule usine, suivant la catégorie à laquelle appartient l'ouvrier et suivant l'importance de la localité dans laquelle se trouve l'établissement. La vie étant en effet plus chère dans les centres importants que dans les campagnes, le salaire est, par suite, plus élevé dans le premier cas.

D'une façon générale, les variations moyennes des salaires pouvaient être fixées approximativement comme suit :

1° *Filatures.*

Ouvriers de la préparation : de 2 fr. 50 à 3 fr. 50 par jour.

Ouvriers fileurs : de 3 fr. 20 à 5 francs par jour.

2° *Tissages.*

Ouvriers de la préparation : de 2 fr. 20 à 5 francs par jour.

Tisserands : de 3 fr. 25 à 5 francs par jour.

Ces salaires pour les tisserands s'appliquaient à des ouvriers conduisant deux à trois métiers, suivant les usines ; dans les rares établissements, où les ouvriers conduisaient quatre

métiers, la moyenne des salaires s'élevait à 4 fr. 50 et même à plus de 5 francs avec des métiers automatiques Northrop.

Les salaires avaient sensiblement augmenté quelques années avant la guerre, bien que la durée du travail ait été abaissée à 10 heures par jour. Cette augmentation avait varié suivant les établissements et les ouvriers. Mais d'une façon générale elle avait eu une tendance marquée à s'uniformiser, et dans une même usine c'était pour les catégories d'ouvriers dont le salaire était le plus faible qu'elle avait été relevée proportionnellement le plus. Cette élévation était due tant au relèvement des tarifs qu'au perfectionnement de l'outillage et par suite à l'augmentation de la production.

L'industrie cotonnière dans l'Est est une industrie familiale en ce sens que le chef de famille n'est pas seul à gagner, comme cela arrive dans d'autres industries. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les usines ; les enfants commencent à gagner dès l'âge de 13 ans. On constate même pour le tissage que les femmes arrivent fréquemment à des salaires supérieurs à ceux des hommes, et parmi ces femmes, ce sont les jeunes filles de 20 ans environ qui gagnent souvent les meilleurs salaires.

Par suite il arrivait fréquemment que les salaires d'une famille montaient à un chiffre relativement élevé qu'on n'atteignait guère dans les autres industries. Et il fallait ajouter à cela les salaires non apparents dont l'ouvrier jouit le plus souvent : gratuité des soins médicaux, logements à bon marché, que les industriels de l'Est avaient construits en grand nombre, caisses de secours, indemnités en cas de chômage et de maladie.

Le système adopté pour la paie était la paie à la quinzaine,

depuis la loi de 1909 ; quelquefois, la paie au mois. Si l'on employait cette dernière façon de faire, des avances pouvaient être consenties aux ouvriers, sauf dans les régions comme Belfort, où la population ouvrière étant particulièrement nomade, la paie avait lieu toujours par quinzaine.

TABLEAU DES SALAIRES. EST (*Epinal-Belfort*)

FILATURE ET TISSAGE Fileurs de Self-Acting	1910-1912	
	10 heures par jour (60 heures par semaine)	
Fileurs de Self-Acting. . . .	4 à 5 fr. Belfort.	
Id.	4,80 à 5,20 pour du coton d'Égypte.	
Fileurs de continu	2,35 à 3,75	
Cardes	2,75 à 3 »	
Tisseurs.	2 métiers.	3 » à 3,75.
—	3 —	3,40 à 3,75.
—	4 —	4 » à 5 »
Métiers Northrop	6 —	—
—	8 —	—
—	10 —	5 »

Les ouvriers pouvaient encourir des amendes de deux sortes : amendes de police et amendes de malfaçon. Les premières, encourues pour retards, infractions aux règlements, etc., étaient presque toujours versées à la Caisse de secours de l'établissement ; les deuxièmes étaient parfois passées aussi à ce compte, mais le plus souvent, servaient à atténuer le préjudice causé au patron par la malfaçon. Les industriels ont toujours prétendu que cette méthode est nécessaire pour préserver la discipline, et les garantir contre

le travail mal fait, et il est infiniment probable que cette assertion est vraie. Il serait cependant préférable que ces pénalités fixées par des comités, soient les mêmes pour tous les établissements et qu'elles n'aient pas un caractère arbitraire, conséquence d'une taxation laissée à la libre appréciation des patrons.

Chose particulière : le coût de la vie ayant baissé surtout à la campagne, et les salaires ayant proportionnellement plus monté à la campagne qu'à la ville, l'ouvrier y était plus à l'aise, et l'on remarquait facilement que les familles ouvrières qui étaient venues à la ville, attirées par un mirage trompeur, retournaient volontiers à leur pays. La main-d'œuvre, dans les vallées des Vosges, était plus facile à trouver que dans les villes industrielles.

§ 2. — Durée du travail.

C'est là un élément de la plus haute importance pour déterminer le taux des salaires, et, dans cet ordre d'idées, il y avait eu depuis 1892 de sensibles changements dans l'industrie textile. Le tableau suivant donne une idée de cette évolution.

AVANT 1892	1892	1900	1902	1914
12 heures et heures supplémentaires.	11 heures pour les femmes et les adolescents.	11 heures, pas de relais.	10 h. 1/2	10 heures
(Nettoyage des machines).	Par relais 12 heures.	Enfants et femmes.		

Les lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900 avaient respectivement réduit, pour les femmes et les enfants d'abord,

les adultes ensuite, la durée du travail effectif ; et comme conséquence de celle de 1900, qui avait prévu deux paliers d'application en 1902 et 1904, la journée de travail était donc en 1914 de dix heures. Le travail de nuit n'était plus pratiqué, ou exceptionnellement seulement.

Quant aux heures supplémentaires, elles n'étaient usitées que pour les chauffeurs, mécaniciens, pour les encolleurs, (quand il y a du retard à la préparation), pour les ouvriers spéciaux (serruriers, menuisiers), quand il faut faire des réparations impossibles à effectuer pendant la marche.

Cette réglementation du travail entraînait du reste des récriminations de part et d'autre : ni les employés ni les employeurs n'étaient satisfaits avec la loi de 1900 ; du côté de la main-d'œuvre, on demandait la journée de huit heures et la semaine anglaise ; du côté des patrons, on regrettait que l'on ne puisse recourir aux heures supplémentaires dans les ateliers mixtes. Il était assez peu compréhensible en effet que l'on ne puisse regagner le temps perdu par suite d'une avarie de machines, par exemple, en faisant des heures supplémentaires les jours suivants. C'était, disait-on, plus encore l'intérêt des ouvriers que celui des patrons, car en raison du jeu des primes qui s'appliquaient alors, quelques heures perdues pouvaient enlever à l'ouvrier une part importante de son salaire.

D'autre part, cette industrie connaissait des mortes-saisons, les affaires étant peu actives pendant les mois d'été, au moment de la soudure des deux campagnes cotonnières. Si le patron avait réussi longtemps à supporter seul le fardeau des mortes-saisons, en accumulant du stock pendant ces périodes, les variétés extrêmes de la matière première dans

les années qui précédèrent 1914 avaient rendu ces accumulations très dangereuses : d'autant plus que la fabrication étant plus variée qu'autrefois, le tisseur hésitait davantage à grossir son stock dans des sortes qui pouvaient passer vite de mode.

Et enfin l'industriel français protestait, de ce fait que la législation du travail à l'étranger (en Allemagne en particulier, *loi du 17 août 1901*) n'imposait pas une réglementation aussi stricte que la nôtre. On rappelait qu'une grève qui avait éclaté à Crimmitschau en Saxe avait échoué, bien qu'ayant eu pour objet de réduire la durée du travail à dix heures au lieu de onze heures. Les industriels allemands pouvaient vendre à meilleur compte que nous sur les marchés étrangers. En Belgique, la loi du 13 mars 1889 et l'ordonnance du 26 décembre 1892 permettaient un travail de onze heures et demie même pour les femmes. En Suisse la loi du 10 août 1894 fixait onze heures (sauf à Zurich dix heures); et en Italie celle du 19 juin 1902 établissait le régime de douze heures pour les femmes de n'importe quel âge et celui de onze heures pour les enfants de 12 à 15 ans; quant à la durée de travail des hommes au-dessus de 15 ans, comme elle n'était pas réglementée, l'industriel italien pouvait les retenir au delà de la durée du travail fixée pour les femmes. Et cependant la Chambre de Commerce de Milan avait appelé cette loi « un pas considérable dans le progrès de la civilisation et de l'humanité » !

Les industries cotonnières de l'Est demandaient donc que le Gouvernement fasse des démarches auprès des Gouvernements voisins pour les amener à réduire aussi la durée du travail à dix heures, sans nous laisser faire seuls cette réduction.

Le Congrès de législation industrielle du 4 mars 1913, organisé par les industriels textiles, avait en particulier émis le vœu :

« Que la limitation à dix heures de la durée du travail des hommes adultes ne soit adoptée en France que lorsqu'une Conférence internationale aura décidé l'application simultanée de cette mesure par tous les États industriels. »

Ils voulaient également plus de souplesse dans l'application de la loi française, le droit de récupérer le temps perdu, soit à la suite d'accidents ou de chômage et avoir au moins des heures franches de travail effectif.

§ 3. — La fabrication.

Avant la guerre l'outillage était arrivé à un haut degré de perfection dans la région de l'Est. Très rares étaient les usines où subsistaient encore quelques vestiges d'ancien matériel et toutes les usines importantes étaient entièrement neuves et pourvues du matériel le plus perfectionné.

La loi de 1900, il faut le reconnaître, avait du reste favorisé la transformation du matériel, en incitant l'industriel à s'efforcer de maintenir sa production, malgré la réduction de la durée du travail, par l'amélioration des machines et l'augmentation des vitesses.

Les machines de filatures provenaient d'Angleterre et d'Alsace, mais la proportion était bien en faveur du Lancashire pour les $\frac{4}{5}$, malgré la proximité de l'Alsace, malgré aussi un tarif minimum de 12 francs par quintal appliqué à l'importation, ce qui, avec les frais de transport et les dépenses de mise en place, haussait pour l'Est les frais de premier éta-

blissement de 30 %. Partout le métier self-acting à filer cédait le pas au métier continu à anneaux.

Quant aux machines de tissage, elles venaient de l'industrie nationale ou de Suisse, d'Allemagne et d'Angleterre et comprenaient un grand nombre de métiers Jacquard. Elles aussi, à cause de leur provenance étrangère, étaient d'un prix relativement élevé. Le nombre de métiers automatiques Northrop était encore faible en 1914 ; cinq ou six industriels seulement en possédaient, qui en étaient d'ailleurs fort satisfaits.

Quel était le nombre de broches de filature confiées à un ouvrier ? Pour les self-actings, il était pour une équipe comprenant : 1 fileur, 2 rattacheurs, et 1 ou 2 bobineurs, de 1.700 à 2.480 broches ; en ce qui concerne les continus, ce nombre était très variable, suivant la nature des fils fabriqués, au minimum 350 à 400 broches jusqu'à un maximum de 800 broches, très rarement atteint.

Le nombre de métiers à tisser conduits par un ouvrier était de 2, 3 métiers et, dans la majorité des usines, on ne donnait que 2 métiers.

Il se produisait cependant à ce moment une modification dans l'esprit des industriels sur la façon d'envisager la production. Au lieu de chercher à obtenir le maximum de production par métier, la nécessité pressante de chercher à compenser la réduction des heures de travail avait amené à obtenir le maximum par ouvrier, en confiant à celui-ci le plus grand nombre de métiers et en modifiant les tarifs de façon à lui permettre de gagner davantage, tout en réduisant le prix de la main-d'œuvre par unité de production. La production par métier était moins forte, la qualité baissait aussi

quelquefois, mais c'était une nécessité basée du reste sur ce qui avait lieu à la même époque en Angleterre, où les tisserands à 4 métiers étaient la règle et surtout en Amérique, où l'on donne jusqu'à 8 métiers semblables aux nôtres au même ouvrier.

§ 4. — Relations entre patrons et ouvriers.

Les rapports entre les patrons et les ouvriers étaient très bons. Les conseils de prudhommes n'existaient que dans les grands centres et l'industrie se trouvant disséminée surtout à la campagne, il était rare d'y avoir recours.

Les grèves étaient peu fréquentes dans la région des Vosges, mais elles l'étaient davantage dans celle de Belfort. L'arbitrage n'avait jamais été pratiqué. Les syndicats ouvriers étaient rares, de création toute récente et les patrons en tout cas ne faisaient aucune distinction entre les ouvriers syndiqués et non syndiqués.

CHAPITRE II

LA SITUATION ECONOMIQUE EN 1914

Les chiffres que nous avons donnés précédemment montrent d'une façon significative quels avaient été le développement et la progression de l'industrie cotonnière dans l'Est de la France.

De 1895 à 1902, l'industrie cotonnière s'était trouvée dans une situation prospère, qui présentait les caractères suivants :

D'abord un écoulement facile de la production ; celle-ci n'était même pas encore arrivée à alimenter complètement la consommation intérieure, ainsi qu'en font foi les documents publiés à l'époque par l'Administration des douanes.

Puis on assistait au développement économique de nos colonies (Indo-Chine, Madagascar) offrant de nouveaux débouchés dont l'importance ne devait arriver à son intégralité que vers 1900.

Enfin c'était la faible amplitude des mouvements de la matière première, dont les cours oscillaient entre 45 et 55 francs aux 50 kilogs.

C'est pourquoi les industriels cotonniers rencontraient toujours une large demande, qui suffisait à absorber leur production à des prix rémunérateurs.

A partir de 1902, la situation s'était complètement modifiée et l'on peut dire sans exagération que les filateurs et tisseurs

de l'Est traversèrent, dans la période qui s'étend de 1902 à la guerre, une crise sans précédent.

Les *Annuaire des banques régionales* (1) donnent pour un certain nombre d'établissements textiles de la région de l'Est des indications qui permettent de constater les bénéfices et les pertes qu'un très grand nombre d'entre-eux ont enregistrés durant un laps de temps déterminé. On voit des sociétés importantes qui, après avoir distribué de tout temps des dividendes honorables à leurs actionnaires, arrivent un jour à balancer leur compte de profits et pertes par 2 ou 300.000 francs de déficit. D'autres, en certaines années, ont 400 et même 600.000 francs de bénéfices industriels, puis, tout à coup, tombent à 40.000 francs de déficit, puis à 200.000, ensuite semblent se relever.

Cette situation n'était du reste pas particulière à la France, puisqu'on la retrouve en Angleterre, en Amérique et en Allemagne.

Voyons maintenant quelles étaient les causes de cette crise?

§ 1. — *La surproduction.*

C'était en premier lieu, malgré la diminution des heures de travail, l'augmentation constante de la production. Nous avons déjà dit que la nouvelle réglementation de la durée du travail avait amené les industriels à apporter des perfectionnements à leur outillage ; il en était résulté une vitesse plus grande des métiers, une meilleure qualité des fils employés au tissage et une plus grande fabrication.

D'autre part, les établissements s'étaient multipliés et l'on

1 *Annuaire de la banque Renaud*, Nancy, 1913.

voyait souvent d'anciens employés ou des directeurs d'usines créer à leur tour des usines pour leur propre compte.

Pour comble de malheur, la mode féminine se portait de moins en moins vers les tissus de coton et la cherté de la vie qu'il fallait enregistrer en 1912, 1913, 1914 causait une diminution de consommation notable.

C'est qu'en effet l'industrie cotonnière est une industrie démocratique par excellence et qu'elle est la première à ressentir le contre-coup de tout événement qui vient restreindre la faculté d'achat des classes pauvres :

« Et assurément la cherté de la vie est la cause la plus effective d'une restriction de cette puissance d'achat ! » (1).

§ 2. — *La hausse du coton.*

La deuxième cause de la crise fut l'élévation des prix du coton qui, entrant pour 70 % environ dans les prix de revient, haussèrent sans cesse au cours des campagnes cotonnières qui précédèrent la guerre.

La matière première avait eu, en effet, des fluctuations désordonnées qui déconcertaient les producteurs aussi bien que les consommateurs.

Avant 1904, les prix étaient plus ou moins régis par la statistique, c'est-à-dire en rapport avec l'importance des récoltes. Mais à partir de cette date jusqu'en 1914, la spéculation s'empare des prix et leur fait subir des variations considérables et toujours décevantes. Il faut remonter jusqu'en 1835, en laissant de côté la période de la guerre d'Amérique, pour trouver des prix moyens annuels aussi élevés.

1. M. A. Aftalion. *Les crises périodiques de surproduction.*

Comment est organisée la spéculation américaine sur le coton, c'est ce qu'il est difficile de dire. Nous y reviendrons.

Ce n'est, au sens profond du mot, ni un trust, ni un cartel ; cela se rapproche beaucoup plus d'un accaparement favorisé par le gouvernement américain, qui y voit le moyen de faire gagner plus d'argent aux planteurs.

Le tableau suivant montre la variation des prix de la matière première :

TABLEAU DES COURS EXTRÊMES DU COTON
AU HAVRE DE 1900 A 1914.

ANNÉES	COURS le plus bas	COURS le plus haut
1900.	47,87 janvier	81 septembre
1901.	46,25 novembre	64 janvier
1902.	51,37 novembre	63,25 avril
1903.	62,50 octobre	86 septembre
1904.	57 décembre	108 février
1905.	43,75 janvier	78,87 décembre
1906.	59,62 septembre	74,12 mai
1907.	66,25 janvier	89,75 août
1908.	59,62 avril	77,25 février
1909.	59,75 avril	94,12 novembre
1910.	87,37 septembre	103 septembre
1911.	58,25 décembre	97 janvier
1912.	66 janvier	89,50 octobre
1913.	75,62 décembre	93,75 juin
1914.	49,50 décembre	91,75 juin

§ 3. — *La crise commerciale.*

Et enfin il faut indiquer comme dernière cause principale de la crise cotonnière le manque absolu de confiance de la part des acheteurs, par suite des fluctuations des cours de la matière première et par suite aussi de la multiplicité des offres qu'ils recevaient journellement, et qui leur faisaient croire à une production ou une surproduction bien plus considérable qu'elle ne l'était peut-être.

Quant aux producteurs, mal renseignés sur la situation exacte du marché dont le contrôle leur échappait complètement, ils se faisaient entre eux et à leur insu souvent, une concurrence acharnée. « Celle-ci était du reste entretenue par les nombreux représentants, lesquels, constamment en contact avec l'acheteur qui faisait pression sur eux, étaient incités à avoir des idées baissières et petit à petit étaient amenés à défendre mollement les intérêts qui leur étaient confiés » (1).

Pour éviter le stock, on vendait à tout prix et on en arrivait à des concessions dont le résultat était néfaste pour le filateur ou le tisseur puisque le prix de vente lui laissait une perte plus ou moins grande au lieu d'un bénéfice ; et encore s'estimait-il heureux quand il n'avait pas, au moment de traiter l'affaire, spéculé sur des achats de coton et de filés qui, en tournant mal, ajoutaient une grosse perte à la première.

1. *La crise de l'Industrie Cotonnière*. M. Max Prudhomme. Epinal, 1905.

CHAPITRE III

MOYENS TENTES POUR REMEDIER A LA CRISE

§ 1. — *Les exportations.*

Le premier moyen employé, puisqu'il y avait surproduction, avait été de développer et d'intensifier les exportations de cotonnades ; et tous les industriels cotonniers étaient d'accord pour reconnaître que c'était là le principal remède à apporter pour retrouver une prospérité durable.

Les exportations de tissus de coton étaient de beaucoup les plus importantes parmi celles des industries exportatrices de France. C'était dans les colonies soumises au tarif douanier de la métropole (tarif de 1892) que se dirigeait le plus grand flot de cette exportation supplémentaire, l'Algérie en particulier ; mais la ressource de ces marchés protégés avait été vite épuisée et c'était vers d'autres colonies que l'on devait tourner les yeux.

Dès 1904, le Syndicat Cotonnier de l'Est rappelait que l'application de ces tarifs douaniers avait été particulièrement propice à notre industrie à Madagascar, où, de l'aveu même du Parlement anglais, l'importation britannique en cotonnades éliminée par la nôtre était passée de 95 % à 5 %. Le même syndicat réclamait l'application de ces tarifs à l'Afrique occidentale française, en particulier au Sénégal, pour per-

mettre d'en chasser les produits étrangers ; et par la voix de son éminent Président, il ajoutait : « Il y a là des marchés importants que nous ne voyons pas la nécessité d'abandonner aux étrangers et qui viendraient aider notre industrie métropolitaine dans une proportion qui n'est pas à dédaigner ».

Dans ces colonies, en effet, les tissus de coton étaient soumis à des droits qui instituaient le libre échange pur et simple, puisqu'ils étaient fixés d'une façon uniforme, quelle que soit l'origine des tissus, métropolitaine ou étrangère. Et aux récriminations des industries intéressées, des organismes officiels répondaient comme suit, pour Madagascar, par exemple, avec une « humanitarerie » vraiment excessive : « c'est le besoin de la population indigène, à laquelle la température rigoureuse des hautes régions de l'île impose pendant la saison d'hiver l'obligation de se vêtir confortablement aux meilleures conditions de prix. »

C'est encore au développement de l'exportation en Indo-Chine qu'aspirait le Syndicat cotonnier de l'Est. « Chaque année, disait-il, des millions de filés indiens, japonais, ou anglais, pénètrent dans cette colonie où ils sont cependant soumis aux mêmes droits que dans la métropole. Assurément une bonne part est constituée par de gros numéros venant de l'Inde, avec la concurrence desquels il sera bien difficile de lutter, mais il n'en reste pas moins une importation possible de plusieurs centaines de milliers de kilogs de numéros 28 et au-dessus que produisent couramment les filateurs des Vosges. Voit-on l'effet que produirait, sur le marché des filés des Vosges, l'expédition dans les colonies de quelques centaines de milliers de kilos ? Il n'en faudrait pas tant pour

lui donner le coup de fouet qu'il attend et l'élan qu'il a perdu. »

Et en Tunisie, il y avait aussi une situation tristement privilégiée faite à l'industrie cotonnière. Alors que pour toutes les autres marchandises, le gouvernement beylical conservait la liberté de ses tarifs, les tissus de coton se voyaient au contraire imposer par le traité du Bardo l'obligation de ne pas être taxés d'un droit supérieur à 5 % *ad valorem*, quelle qu'en fût l'origine. Ce régime qui aurait dû prendre fin en 1912 s'était néanmoins perpétué, au détriment de notre trafic.

Quoi qu'il en soit, le tableau suivant montre les résultats en milliers de francs des exportations des tissus de coton pour les dix années qui précèdent la guerre.

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
209.961	254.508	306.730	352.209	281.119	331.976	328.161	334.174	384.739	367.430

Il y avait eu en 1913 une diminution du trafic d'exportation en Algérie, due aux récoltes médiocres et à la brusque restriction des crédits accordés par les banques.

§ 2. — Le « short time ».

Un autre moyen employé pour réduire la surproduction avait été le procédé, douloureux certes, mais parfois nécessaire du « short time », ou chômage partiel.

On y eut recours pour la première fois dans l'Est en 1897, époque à laquelle on s'était décidé à chômer le samedi après-midi pendant trois mois. Puis en 1901, il fallut chômer toute la journée du samedi ; en 1904 les tisseurs de l'Est représen-

tant 42.000 métiers décidèrent un nouveau chômage pendant un jour par semaine pour trois mois. Il en fut de même en 1909, 1910, et lorsqu'éclata la guerre de 1914, le moment n'était pas loin où semblable mesure allait être prise à nouveau.

Cependant on répugnait beaucoup à cette extrémité. Le chômage est pénible à réaliser, surtout en hiver et l'hiver dans les Vosges dure six mois. D'autre part, la main-d'œuvre tend à désertier les usines. L'avantage de cette mesure ne peut être complet que si l'on est assuré que l'arrêt est général pour tout le monde en même temps. « Un chômage isolé, non établi sur une base bien organisée, est un sacrifice sans effet », et les principaux syndicats ne furent pas toujours certains de grouper dans une mesure commune plus de 75 % de leurs adhérents.

§ 3. — *Le coton et nos colonies.*

Contre les prix élevés de la matière première et notre entière dépendance vis-à-vis des Américains et de leurs spéculations qui nous étaient si préjudiciables, la première chose à faire était de favoriser et d'accélérer autant que possible l'œuvre entreprise par l'Association cotonnière coloniale, c'est-à-dire la production du coton dans les colonies françaises.

Il faut ici rendre justice aux industriels français de l'Est qui, à eux seuls, souscrivirent la moitié du capital de cette Association à sa création en 1903 d'après le modèle de la British Cotton Growing Association (1902). Ses travaux commencèrent avec un capital de 153.000 francs ; en 1906, elle reçut une subvention de 56.000 francs de l'État. En 1913, dix-neuf de ses usines étaient en plein travail dans les colonies fran-

çaises, et leurs égreneuses et presses fournissaient à cette époque 715.000 kilogs de coton et 800.000 en 1914.

Pour l'ensemble de nos colonies, la production en 1913 était :

Sénégal-Niger	106 500 kilogs
Dahomey	175.500 »
Côte d'Ivoire.	40.000 »
Algérie.	180.000 »
Océanie	274.000 »
Cambodge.	5.586.000 »

de qualités un peu supérieures aux cotons des Indes.

Malgré ces faibles moyens, c'était déjà un résultat. Mais ces bonnes volontés étaient loin d'être encouragées comme elles auraient dû l'être. Faut-il rappeler qu'en 1912, le chancelier de l'Echiquier en Angleterre, M. Lloyd George, affectait à l'extension du coton dans les colonies anglaises une somme de treize millions !

§ 4. — *Les organismes de vente.*

Quels avaient été les efforts faits pour lutter contre la troisième cause de la crise cotonnière, ce qu'on a appelé « l'anarchie commerciale cotonnière » ?

Le Syndicat cotonnier de l'Est, voyant bien où était le vice initial, créa dès 1904 un syndicat de vente ou comptoir de vente, réglementant la production et régularisant le prix de vente. Il ne recueillit malheureusement que l'adhésion de 25.000 métiers à tisser, ce qui ne représentait pas les 50 % du total des métiers de l'Est et il dut y renoncer.

C'est qu'il existe chez l'industriel de l'Est, il faut le recon-

naître, une résistance particulière à tout ce qui peut aliéner la liberté individuelle et puis avant tout une entente commune est assez difficile à réaliser en raison de l'extrême multiplicité des articles produits.

Il n'en est pas moins vrai que l'on avait cherché à tourner ces difficultés. Mais les idées souvent séduisantes que l'on émettait se heurtaient à la critique suivante : les organismes de vente que l'on pouvait concevoir risquaient de cacher un accaparement plus ou moins illégal, et constituaient une atteinte à cet esprit très personnel des industriels de l'Est. De plus ces projets supprimaient la situation des représentants qui existaient alors, au profit d'un seul homme dont la tâche eût été gigantesque et certes trop lourde pour les mêmes épaules.

Un autre projet (1), bien séduisant aussi, consistait à laisser aux industriels cotonniers la liberté absolue de vendre leurs articles dits « façonnés » et spéciaux, mais à charge pour eux de confier la vente des articles courants à quelques maisons de commission seulement, qui devaient pratiquer scrupuleusement les cotes établies par les syndicats cotonniers, et s'engager à maintenir immuables les conditions de vente et de règlement. On aurait constitué en même temps par un léger pourcentage prélevé sur les ventes, des caisses d'exportation et de chômage qui auraient joué au besoin dans l'un ou l'autre de ces deux cas avec des moyens particulièrement puissants.

Il serait injuste cependant de ne pas reconnaître les résultats très remarquables obtenus dans cette voie par le Syndi-

1. *La crise du tissage cotonnier de l'Est. Ses causes. Moyens d'y remédier.* M. Max Prudhomme, Épinal, 1905.

cat cotonnier de l'Est. Ses dirigeants avaient réussi à faire admettre le principe pour les filateurs de prix minima identiques pour tous ; ils centralisaient pour eux les informations en ce qui concerne les ventes, les stocks ; ils facilitaient l'établissement avec ces prix minima de conditions d'escompte et de vente uniformes (transport, emballage, termes de paiement et de crédit).

A partir de 1904, une échelle de prix et d'écarts entre les numéros était fixée qui, en 1912, était devenue la suivante pour les filés, chaîne et trame :

NUMÉROS	CHAÎNE Écarts avec le prix de base	NUMÉROS	TRAME Écarts avec le prix de base
26	3 cent. de moins	35	4 cent. de moins
27	1 1/2 cent. de moins	36	2 cent. de moins
28	Base : cours du marché	37	Base : cours du marché
29	5 cent. de plus	38	5 cent. de plus
30	10 cent. de plus	39	10 cent. de plus

Et il faut signaler aussi la création en 1905, à Epinal, d'un « Comptoir de Filés Jumel », fondé avec un capital de 40.000 francs ; il achetait les filés égyptiens, aux firmes qui en faisaient partie, à certains prix minima et en assurait la vente ; il disposait de pouvoirs disciplinaires sur ses membres en cas d'infraction aux statuts et pouvait leur imposer le chômage en cas de crise ; mais « il fut plus un enfant de la crise cotonnière qu'une tentative bien nette de créer un organisme de vente du type allemand », où le négociant proprement dit est enlevé des mains des associés et confié à un département spécial, où le rendement pour chaque firme est

déterminé sur la base de sa production, et où l'industriel ne garde plus pour ainsi dire que la partie technique.

Du reste, la situation de l'industrie cotonnière était mauvaise dans les divers pays ; partout on envisageait de notables réductions dans les heures de travail, et on y avait été contraint à Burnley, en Angleterre, pour une semaine par mois.

L'Industria Tessile e Tintoria de 1914 dans une étude détaillée démontrait qu'à cette époque, les prévisions étaient mauvaises pour l'Angleterre, le Canada, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne et la Suisse, toutes atteintes de surproduction. Seule la Russie était dans une assez bonne posture. Quant à l'Italie, elle s'orientait nettement vers une politique d'exportation, d'abord avec le système de primes à l'exportation appliqué dès le début de 1914 ; et puis avec une politique d'entente entre les industriels qui amélioreraient leur situation par la création de cartels ou de comptoirs de vente destinés à réduire la production, à favoriser l'exportation et à régulariser les conditions de vente. Et cette organisation dite de « l'Institut cotonnier italien » englobait à la fois filature, tissage, blanchiment et impression. Très puissante, puisqu'elle comprenait 3.800.000 broches sur un total de 4.580.000, elle en arrêta 600.000, organisait le *short time* et uniformisait toutes les conditions.

De l'avis du *Manchester Guardian*, c'était le seul moyen de tirer l'industrie italienne de la crise excessivement grave qu'elle subissait à la suite du développement de l'outillage, qui avait mis sa capacité de production hors de proportion avec les débouchés offerts, et avait augmenté en dix ans le nombre de broches de 100 %.

DEUXIÈME PARTIE

La guerre de 1914-1918

La tâche qui incombait aux industriels cotonniers pendant les cinq années que dura la guerre fut d'une énormité et d'une complexité inouïes. Placées près du front, beaucoup même sur la ligne de feu, les usines durent continuer à produire et à faire vivre leurs ouvriers, au milieu de difficultés de toutes sortes.

Celles-ci se présentèrent surtout sous quatre côtés différents, d'une égale intensité : main-d'œuvre, approvisionnement en charbon, ravitaillement en coton et matières premières, suspension et raréfaction des transports.

CHAPITRE PREMIER

LA MAIN-D'ŒUVRE

Quelques mots suffiront pour démontrer d'une façon assez précise que cet obstacle, qui paraît être l'un des plus importants à surmonter, le fut cependant, grâce à l'activité et au patriotisme de nos populations ouvrières.

Dès la mobilisation, les usines s'arrêtent. La désorganisation est complète dans le personnel des filatures et tissages, aussi bien dans le personnel dirigeant que dans le personnel ouvrier. C'est seulement après quelques mois que le travail peut reprendre, par des moyens de fortune, et que les locaux évacués par les services militaires sont rendus à leur destination ; on fait appel au concours de toutes les bonnes volontés ; les femmes et les enfants viennent en grand nombre, les vieillards qui ont quitté depuis longtemps l'usine reprennent leur place aux bancs des filatures et aux métiers des tissages. Enfin l'autorité militaire permet aux techniciens indispensables à la marche de la fabrication, de réintégrer leur poste ; puis elle fait de même pour certains travailleurs des classes âgées. De plus les régions envahies ont déversé sur nos départements de nombreux éléments qui viennent heureusement fournir une main-d'œuvre précieuse.

Enfin, dans les derniers temps de la guerre, nos usines de

l'Est reçurent des travailleurs indigènes de nos colonies, en particulier de l'Indo-Chine.

Le bel entrain, l'ardent dévouement de tous, la bonne volonté qui les animait ont permis, par des moyens de fortune souvent, la mise en marche à nouveau de nos usines.

CHAPITRE II

L'APPROVISIONNEMENT EN CHARBON

Ce fut l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre pour les industriels, car ici la bonne volonté ne suffit pas, il faut des moyens matériels.

Nos houillères les plus importantes occupées par l'ennemi, les transports par fer et par eau même accaparés par les besoins de la défense nationale, nos usines situées sur la ligne de bataille et souvent ayant leurs propres moyens d'exploitation réquisitionnés par les services militaires, c'étaient là des difficultés presque insurmontables.

Jusqu'en septembre 1916, ce fut seulement l'initiative privée qui assura le ravitaillement des usines en charbon. Chacun essaya pour son compte de trouver du combustible, en utilisant les stocks qui existaient un peu partout, secondé par les initiatives souvent hardies des Chambres de Commerce qui s'ingéniaient pour faire arriver à tout prix des régions houillères des bateaux et des trains.

Le 20 septembre 1916, un arrêté préfectoral créait enfin dans la région des Vosges « l'Office du charbon départemental ». Dès lors devait succéder au régime précédent, incohérent et pas assez régularisé, un organisme administratif. Et son premier soin était de fonder, sous la forme d'une société anonyme un groupement professionnel auquel pouvaient adhérer

rer les industriels consommateurs. Ce groupement qui fonctionnait sous le contrôle direct de l'Office départemental et du Ministre des Travaux Publics devait contrôler les besoins de chacun et répartir les charbons français. Comme à cette époque, les consommateurs de charbon anglais pouvaient traiter avec les vendeurs ou importateurs de leur choix, la société se bornait pour eux à faire obtenir les autorisations nécessaires. Ce groupement devait être dissous le 8 septembre 1917 devant l'apparition d'un nouvel organisme administratif, après avoir réussi à facturer aux industriels 66.000 tonnes de charbon.

A côté de ce groupement, le Syndicat cotonnier de l'Est avait créé un consortium d'affrètement en vue de l'importation du charbon anglais. Ce fut « Le Groupe Industriel Vosgien ». Lui aussi devait cesser de fonctionner en septembre 1917.

Et enfin dans la région industrielle de Saint-Dié, la Chambre de Commerce avait constitué une « Société de Ravitaillement de la région de Saint-Dié ».

Toutes ces organisations disparurent en août 1917 devant le nouveau plan d'ensemble sur la répartition et la distribution du charbon, telle qu'elle était conçue par le ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre. Ce plan désigna les collectivités qui seraient chargées de la répartition des combustibles ; c'étaient :

1° Le groupe dit « Intendance-Santé » comprenant les usines qui travaillaient pour ces deux services militaires et qui, jusqu'en mars 1919, répartit 91.343 tonnes de charbon.

2° Le groupe des « Chambres de Commerce » chargées de la répartition des combustibles, représentant les besoins de la

grande industrie et intéressant la vie économique du pays. De ce groupe dépendaient les établissements textiles qui ne travaillaient pas spécialement pour l'armée. 154.713 tonnes furent allouées par ce dernier groupe.

Le plan d'ensemble concluait ainsi :

« Cette organisation ne sera pleinement comprise que si l'on a, à tout instant, présent à l'esprit que nos disponibilités en charbon sont inférieures aux besoins que nous avons coutume de satisfaire en temps de paix. Proportionner à ces disponibilités des besoins convenablement réduits, tel est le problème que pose à tout consommateur la situation du charbon jusqu'à la fin de la guerre (1) ».

1. Situation générale sur la répartition du charbon. Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre (2 novembre 1917).

CHAPITRE III

L'APPROVISIONNEMENT EN COTON

Il fut soumis au cours des hostilités à deux réglementations différentes :

Jusqu'au deuxième semestre 1916, c'est l'initiative privée, aidée puissamment par celle des Chambres de Commerce qui subvient aux besoins de coton brut.

Les Chambres de Commerce avaient, dès le début de la guerre, opéré le recensement des stocks de chaque usine et fixé le nombre de balles nécessaires mensuellement à chaque filature. Celle-ci indiquait le nombre de balles achetées, le nom du vendeur du Havre, et ces précisions étaient transmises aux Commissions centrales des réseaux, qui, à leur tour, les faisaient parvenir au Syndicat des cotons du Havre. Ce dernier faisait le nécessaire.

Ce système donna de bons résultats. Les répartitions étaient équitables, proportionnelles aux besoins et les livraisons rapides.

Seules les usines où le coton était nitrifié jouissaient d'un régime de faveur.

A partir de 1917, l'augmentation des prix du frêt allait amener une hausse sensible des prix du coton brut et du combustible, provoquant le renchérissement de la vie et

l'accroissement des salaires. D'autre part les commandes affluaient aussi bien du côté du commerce que du côté de l'intendance. Les besoins en coton deviennent donc considérables : la guerre sous-marine vient aggraver cet état de choses et dès cette époque, le marché du coton est complètement désorganisé.

« Le seul remède à cette situation, expose l'administration militaire dans un rapport élaboré par les services de l'inspection générale de l'habillement, est de renoncer au système des marchés de fournitures et d'envisager le système des marchés de fabrication avec fourniture des matières premières par l'Etat. L'administration obtiendrait la matière brute à des prix inférieurs à ceux que consentent les fournisseurs ; de plus connaissant le prix de cette matière brute, elle serait à même de discuter utilement le prix des marchés. »

Si les démarches privées avaient eu un résultat rapide, elles auraient eu un effet salutaire pour l'ensemble du marché, et les industriels à court de matières premières auraient eu intérêt à s'adresser à l'administration ; le commerce privé aurait bénéficié d'une baisse de prix. Mais le ministre du Commerce renonçant aux avis de l'administration militaire se préoccupa de son côté de la formation d'un consortium du coton qui devait être chargé de l'achat et de la répartition du coton brut. Il ne fut définitivement constitué qu'en novembre 1917. Sous ce régime, ce sont les Préfectures qui font part au Syndicat du Commerce des besoins en coton.

La crise devint très grave et fut rendue particulièrement aiguë par le désarroi des transports sur lesquels, à la même époque, l'administration militaire n'avait plus la haute main.

Ce fut seulement en juillet 1918 que l'intendance fut mise en possession des premiers stocks lui permettant de procéder à des marchés de fabrication.

Le résultat de ces lenteurs fut que par la rareté du coton brut les prix avaient augmenté de 75 %.

CHAPITRE IV

LA CRISE DES TRANSPORTS

Il suffit de comparer le nombre de balles transportées par chemin de fer pendant les mois d'août, septembre, octobre 1914 à celui transporté pendant les mêmes mois de l'année précédente pour se rendre compte de l'arrêt presque complet des transports de coton :

	1913	1914
	<i>Balles</i>	<i>Balles</i>
Août	59.485	8.372
Septembre.	60.751	7.975
Octobre	86.128	13.336

Au cours des mois qui suivirent, l'amélioration fut peu sensible et, durant toute la guerre, la crise des transports paralysa notre industrie cotonnière.

Les causes en furent multiples : elles s'enchevêtrèrent les unes avec les autres d'une manière qui empêche de déterminer nettement leur importance respective.

D'abord dans la région de l'Est, les nécessités militaires passaient avant tout.

Puis le grand port d'importation des cotons, le Havre, fut rapidement engorgé, étant devenu lui-même une base navale de premier ordre. L'administration de la guerre occupa

2.000 mètres carrés de magasins à coton et le coton vint à y « pourrir en pleine rue ». Plus tard, on utilisa le port de Bordeaux, mais sans plus de succès.

Enfin la pénurie déplorable de personnel expérimenté et l'insuffisance notoire de matériel disponible ne faisaient qu'aggraver la situation.

Des efforts furent tentés pour l'enrayer, tels que : organisation de trains spéciaux venant du Havre dans les Vosges, création de sociétés ayant pour objet le transport par camions automobiles et par la route, des balles de coton. Trop peu nombreux, ils ne purent empêcher une hausse considérable des frêts, comme nous le verrons plus loin.

Du reste l'incertitude perpétuelle à laquelle étaient assujetties les filatures de coton pour leur ravitaillement en matière première devait durer encore longtemps après la fin de la guerre, au moins pendant toute l'année 1919.

Le manque de matières premières entraîna le chômage de nombreux établissements et le 21 octobre 1919 le Syndicat des filateurs de l'Est adoptait en particulier la résolution suivante :

« Considérant que par suite de l'impossibilité de recevoir du Havre dans l'Est le coton en balles destiné à l'alimentation des filatures et des tissages, 3000 ouvriers sont en chômage à la date du 21 octobre et que le 1^{er} novembre le chiffre des chômeurs atteindra au moins 9 à 10.000 ;

« Qu'une telle situation est particulièrement dangereuse à l'entrée de l'hiver ;

« Considérant d'autre part que le Syndicat des filateurs apprit avec un douloureux étonnement que sur les trains de coton envoyés par priorité sur les Vosges à Mulhouse, d'im-

portantes quantités auraient été réexpédiées dans le grand-duché de Bade, alors que l'Est était réduit au chômage.

« Par ces motifs :

« Réclame que des trains complets et directs de coton soient mis en marche de deux en deux jours du Havre sur l'Est, etc... »

Cette situation alarmante ne cesse que dans le courant de 1920 par la création d'un organisme central dit « Comité central des transports du coton », auquel ont adhéré les divers syndicats cotonniers de la région de l'Est. Ce Comité s'étant mis en rapport avec le Comité d'exploitation technique des chemins de fer, qui a son siège au ministère des Travaux Publics a assuré et assure encore l'approvisionnement normal et régulier des filatures françaises de l'Est.

CHAPITRE V

SITUATION ÉCONOMIQUE

Le marché havrais des cotons pendant la guerre présente à l'étude un programme particulièrement intéressant.

Au deuxième call du 31 juillet 1914, l'échelle normale des cotations fut fixée entre 77 7, 8 sur le mois courant et 76 sur le mois le plus éloigné aux 50 kilogs.

A partir du 1^{er} août 1914, aucune cote officielle ne fut publiée jusqu'au 18 novembre suivant. Pendant ces trois mois le marché commercial havrais fut presque complètement paralysé. Mais dès le début de novembre, la vie reprend et la cote officielle reparait le 18 à 53,50. Puis, après quelques fluctuations de peu d'importance pendant les premiers mois de 1915, dès juillet de la même année, les cours montent d'une façon continue :

Voici quelles en sont les étapes jusqu'à l'armistice.

COURS EXTRÊMES EN FRANCS DES COTONS AU HAVRE
DE 1914 A 1919.

ANNÉES	COURS les plus bas	COURS les plus hauts
1914.	49,50 décembre	91,75 juin
1915.	54,50 janvier	101,25 novembre
1916.	107,12 janvier	170,87 novembre
1917.	155,12 février	320 décembre
1918.	259 décembre	409 septembre
1919.	213 février	596 décembre

Cette élévation constante des cours pendant les hostilités explique, si on la joint aux autres causes qui rendaient si difficile la tâche des industriels, que les prix des produits fabriqués dussent augmenter eux aussi dans des proportions énormes.

Du reste, les mois du début, jusqu'à mars 1915, furent particulièrement préjudiciables aux filateurs qui furent mis en demeure par les vendeurs de coton de prendre livraison au terme prévu et d'exécuter les contrats d'achat, et qui ne durent compter que sur eux seuls pour trouver du coton à tout prix.

A partir de mars 1915, les achats que fait l'intendance commencent à pouvoir s'effectuer avec quelque méthode. Ce sont à ce moment les services régionaux qui seuls doivent se procurer tous les tissus pouvant être utilisés pour l'armée et c'est ainsi que dans la région de l'Est 23 millions de mètres furent acquis sur les stocks existant et que des quantités importantes de tissus de coton évacués de Thann, en prove-

nance d'usines alsaciennes et allemandes, furent réquisitionnées.

Au cours des premiers mois de 1916, les procédés d'acquisition se modifièrent et le service des achats passa des mains des directeurs régionaux entre celles de l'inspection générale de l'habillement. Tous les marchés conclus sont dès lors des marchés de fournitures dans lesquels les industriels doivent se pourvoir, à leurs frais et par leurs propres moyens, de toutes les matières premières nécessaires. 77 millions de mètres furent ainsi acquis dans la région de l'Est.

Dès le début de 1917, l'augmentation des prix du frêt, la hausse inouïe des cotons bruts et du combustible font que l'on adopte le système des marchés de fabrication, avec fournitures des matières premières par l'Etat. C'est le système du consortium des cotons dont nous avons déjà parlé et nous avons déjà dit combien la pénurie des cotons fut grande sous ce régime. 32 millions de mètres furent néanmoins produits dans l'Est par ces marchés de fabrication, qui fonctionnaient encore à l'armistice.

Il est indiscutable que durant toutes ces années de guerre, les opérations commerciales furent pour l'industrie cotonnière l'occasion d'une activité et d'une prospérité qu'elle ne connaissait plus depuis longtemps et qui, du reste, par l'application de la loi du 1^{er} juillet 1916, fut largement reversée à l'Etat sous la forme de « bénéfices de guerre ».

Nous en arrivons maintenant à l'après-guerre : c'est elle qui supporte toutes les conséquences des cinq années d'hostilités, c'est elle qui est de beaucoup la plus intéressante à étudier.

TROISIÈME PARTIE

L'après-guerre

Les questions qui concernent particulièrement l'industrie cotonnière après l'armistice de 1918 sont d'abord le retour à la mère-patrie de l'Alsace et de ses filatures et tissages, qui viennent compenser avec leur admirable organisation, la perte des usines détruites par l'ennemi. Nous examinerons ensuite les difficultés de l'après-guerre en ce qui concerne la main-d'œuvre et la réglementation du travail ; et enfin au point de vue strictement commercial, celles qui dérivent de la question des changes et du marché extérieur.

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION DE L'ALSACE-LORRAINE LES DOMMAGES DE GUERRE

La réincorporation à la France des deux anciens départements du Haut et du Bas-Rhin soulève un problème sérieux pour l'industrie nationale par suite du haut degré de développement des filatures, tissages et usines de blanchiment et teinture dans cette région.

L'industrie des cotonnades née, dans la région de Mulhouse, en 1746, a connu une telle prospérité que, d'après M. Marcel Moeder, secrétaire général de la Chambre de commerce de Mulhouse, c'est un apport de 1.900.000 broches et de 45.000 métiers que l'Alsace-Lorraine nous a fait, soit 27 % des broches de filature et 30 % des métiers à tisser existant en France.

Et c'est une industrie arrivée au plus haut point de perfectionnement et de développement, de laquelle on a pu dire que son principal centre, Mulhouse, était le « Manchester de la France ».

La production de cette région estimée à 67.000 tonnes (1) fait passer la France au deuxième rang du classement mondial, avec 9.600.000 broches contre 9.400.000 à l'Allemagne

M. Daniel Mieg. *L'Alsace-Lorraine et l'Industrie cotonnière française.*

et avec 194.000 métiers à tisser le coton contre 196.000 de l'autre côté du Rhin.

Notre pays, s'il n'est pas mieux armé que nos voisins à certains points de vue, pour la lutte économique de l'avenir, est du moins à l'état d'équilibre avec eux.

Si l'industrie du coton n'a pas souffert de la même manière que celle de la laine et du lin pendant la guerre, l'invasion ennemie a tout de même détruit en France 2.200.000 broches et plusieurs milliers de métiers. La région de l'Est, à elle seule, eut 178.820 broches et 10.000 métiers à tisser détruits, représentant une valeur de 33.672.900 francs (valeur de 1914).

Certes, cette perte est temporaire, mais il est difficile de dire, même maintenant, avec quelle rapidité les moyens de production pourront être remis en action et il ne faut pas oublier que l'Alsace aussi a souffert de la destruction d'usines et du démontage de nombreuses machines.

Si l'on veut se rendre compte de l'aide apportée à la reconstitution de nos usines, on constate qu'au mois de février 1922, l'industrie textile de l'Est avait reçu 20.500.000 francs environ d'avances en espèces et plus de 71.000.000 d'avances en nature.

CHAPITRE II

LA MAIN-D'ŒUVRE. LES SALAIRES

La question de la main-d'œuvre fut une des plus importantes qui se posèrent après l'armistice.

Lorsqu'il fut signé, partout on ressentit un énorme soulagement, accompagné d'un enthousiasme qui est encore présent à toutes les mémoires.

Puis chacun songea qu'il fallait se remettre sérieusement au travail pour rendre au pays son activité économique d'autrefois. L'industrie devait, après une période de transition que les uns escomptaient longue et les autres courte, repartir sur des bases nouvelles et prendre un essor inconnu jusqu'à présent.

Il en fut malheureusement bien autrement et quatre mois à peine après le « Jour de l'armistice », un premier accroc fut donné à ces belles résolutions par la « loi de huit heures » votée sans coup férir, sans discussion. Elle devait être l'un des gros obstacles au développement économique de l'industrie textile.

§ 1. — *La loi de huit heures* (23 avril 1919).

Il est admis maintenant que le moment de cette loi n'était pas venu lorsqu'elle a été votée et que son effet immédiat a été de diminuer de 20 % la production, alors que l'Est de-

mandait qu'elle fut intensifiée tant pour satisfaire aux besoins intérieurs que pour alimenter notre commerce d'exportation.

La loi de huit heures a pesé sur le régime des transports, elle a détourné vers les centres urbains la main-d'œuvre des campagnes et à ce point de vue l'industrie cotonnière de l'Est, importante surtout dans les campagnes, a certainement souffert de son application.

Au point de vue moral, elle a mécontenté certainement les milieux agricoles, industriels et commerciaux et elle n'a pas satisfait les milieux ouvriers, puisque l'agitation chez eux n'a fait que croître depuis son application.

Au reste si tout le monde s'accorde à la déclarer mauvaise, tout le monde s'accorde à la reconnaître intangible, puisqu'elle se trouve inscrite en toutes lettres dans le texte du Traité de Versailles. Mais ce que l'on propose, ce sont des dérogations, ou la suspension de cette loi et le retour au moins provisoire à la journée de dix heures. Des vœux furent émis à maintes reprises dans ce sens par les Collectivités, les Chambres de commerce et les Syndicats patronaux.

C'est ainsi que le 19 mai 1920 l'union des Syndicats patronaux des industries textiles de France formulait le vœu suivant :

« Considérant qu'après cinq années de guerre qui ont entraîné la destruction complète de plusieurs centres textiles et paralysé des industries tout entières, la stricte limitation de la durée du travail à raison de quarante-huit heures par semaine a provoqué une nouvelle baisse de 20 % en moyenne.

« Considérant que la fabrication française en fils et tissus se trouve d'autre part en présence d'une hausse hors de pré-

vision des matières premières, du charbon, de toutes ses fournitures, aggravée par la tension des changes.

« Considérant qu'une production intensive dans toutes les branches de l'activité nationale, la régularité des transports, le respect de l'ordre et la plus stricte économie de la part du public sont les moyens de remédier à une crise redoutable, les industries textiles insistent sur l'impérieuse nécessité de restituer à la production par un effort intensif le maximum de rendement que les ruines accumulées par cinq ans de guerre rendent nécessaire. »

L'une des conséquences de la diminution de la durée du travail fut l'effort très marqué que firent les industriels pour diminuer le prix de revient de leurs produits.

Ils ont étudié avant tout le moyen de remédier au coût énorme des combustibles. La plupart des causes de leur prix élevé sont sans aucun doute temporaires, mais il semble que l'Est et l'Alsace devraient être capables d'obtenir les prix de force motrice d'avant-guerre. Mais comme cela a déjà été prouvé souvent, le seul moyen est le large développement de la force motrice électrique par l'utilisation des rivières et de nos chutes d'eau. Bien qu'une étude complète n'ait jamais été faite en France sur les forces hydrauliques, notre pays possède des ressources considérables à ce point de vue et particulièrement la région de l'Est. C'est là une question primordiale pour laquelle des méthodes techniques nouvelles auraient une influence décisive.

Ceci est encore vrai pour la question d'outillage et machines et pour suppléer à cette loi de huit heures, les industriels tendent de plus en plus à adopter les méthodes de travail américaines, en particulier l'emploi de nouveaux types

de machines et de métiers automatiques, malgré les délais anormaux de construction et leur coût excessif. Mais même quand des moyens techniques très modernes sont utilisés, ils ne permettent d'abaisser que relativement le coût de la production pour le consommateur ; et le capital énorme que représentent les machines coûteuses, quand elles restent inactives, pèse lourdement sur les prix de revient. C'est cette situation qui a fait désirer à maintes reprises l'emploi d'équipes qui pourraient se relayer, sans que la durée légale du travail soit dépassée. Certaines difficultés d'application se sont présentées qui ont empêché cette pratique, cependant bien opportune, mais qui se heurte au caractère rigide de notre législation.

§ 2. — *Les salaires.*

Le principe que la loi du 23 avril 1919 avait posé était que la réduction du travail ne devait entraîner aucune diminution des salaires.

Ceux-ci au contraire n'ont fait qu'augmenter au cours des conventions successives passées entre patrons et ouvriers.

Les salaires à l'heure furent désormais calculés en prenant comme base le salaire moyen de 1914 qui fut doublé et auquel on ajouta des augmentations supplémentaires variant de 0 fr. 40 à 0 fr. 60 pour les hommes, de 0 fr. 30 à 0 fr. 50 pour les femmes et les enfants, à l'heure.

Les salaires à la tâche furent basés sur les tarifs moyens suivants :

Ouvriers fileurs : le salaire de 1914 (sur une base moyenne de 0 fr. 50 par heure) doublé et augmenté de 0 fr. 40 à 0 fr. 50.

Ouvriers tisserands : les patrons établirent des tarifs pour que l'ouvrier tisserand qualifié puisse gagner en moyenne 1 fr. 45 à l'heure.

Les ouvriers de préparation au tissage reçurent le double d'avant-guerre majoré de 0 fr. 40 à 0 fr. 30.

Pour les services divers, où les capacités professionnelles jouent le plus grand rôle, le patron a la faculté d'apprécier les capacités et les services rendus, mais d'une façon générale, le salaire de base varie pour les chauffeurs, encolleurs, manœuvres, de 9 à 14 francs par jour.

Dans le cas où le même travail est fait par des hommes et des femmes, le principe qui s'applique est celui du salaire égal à travail égal en quantité et en qualité.

Il faut ajouter que partout ces tarifs de base ont été largement dépassés, puisque des primes de vie chère ont été accordées par les patrons chaque fois que le coût de la vie s'élevait et que des augmentations successives les ont élevées d'environ 50 %.

D'autre part, les patrons ont eu toujours à cœur de favoriser les familles nombreuses et l'industrie textile de l'Est fut l'une des premières à donner l'exemple de ces encouragements par l'institution du sursalaire familial.

Celui-ci fut créé sur la propre initiative des industriels ; désormais, chaque enfant qui naît dans un ménage ouvrier apporte une augmentation bienfaisante et sensible au salaire des parents.

La progression des salaires est donc constante au cours des dernières années et, à ce point de vue, notre industrie est fort désavantagée par rapport à l'industrie étrangère ; les filateurs belges, par exemple, paient leurs ouvriers 30 %

moins cher que les nôtres et il en est de même en Italie et en Angleterre, ce qui nous met en mauvaise posture.

Comment en France de pareils salaires peuvent-ils se justifier ? C'est qu'en temps de crise, on confond souvent le fonds avec le revenu et que les industries qui travaillaient pour le gouvernement avaient trop d'affaires pour s'occuper des prix de revient d'une façon servile. Pour aller plus vite, pour éviter les réclamations, elles acceptaient des échelles de salaires ne répondant en rien au travail effectué et que les fournisseurs de l'Etat pouvaient subir parce que le budget en faisait les frais. Et puis chacun, au lieu de se restreindre, trouvait légitime de rehausser son « standart of life » alors qu'il eût fallu le contraire.

Après la guerre, les conditions sont changées. L'industrie qui ne vit plus sur l'État doit chercher des débouchés par un retour à des prix bien inférieurs, lutter contre la concurrence. Mais comment vendre au dehors, si l'on a des prix trop élevés ? Il faut donc abaisser les salaires.

Cette baisse des salaires est une conséquence inévitable de la situation où nous sommes. L'économiste anglais Keynes constate que la situation de la classe ouvrière s'est améliorée de 1914 à 1920, en dépit de l'appauvrissement causé par cinq années de dépenses sans frein. La journée de travail a été réduite, son rendement s'est abaissé d'autant pour le moins et pourtant elle a connu des salaires inespérés. Il ne semble même pas possible de dire que cette élévation était proportionnelle à l'accroissement du coût de la vie ; elle était certainement supérieure, et la vérité c'est que la vie chère a été plus une conséquence qu'une cause de l'accroissement des salaires au cours de la guerre.

Malheureusement, on ne peut revenir à des restrictions sans contre-coup et c'est là la plupart du temps la cause des grèves qui ont entravé la production textile. 1919-1920 sont des années marquées par de continuels conflits entre le capital et le travail. Des chiffres montrent d'une façon trop éloquente la perte qui peut résulter pour la prospérité d'un pays de conflits de ce genre. En 1920 l'industrie textile figure au tableau des grèves et arrêts volontaires du travail avec 57.900 ouvriers, qui ont ainsi perdu 944.000 journées de travail. Ce travail perdu, la diminution de la production qui en résulte, ne sont certes pas non plus l'une des causes les moins importantes de la vie chère dans nos régions.

Mais le travailleur comprend difficilement que les hauts salaires d'autrefois étaient dus à une situation essentiellement précaire et que, ne dépendant pas du bénéfice normal des affaires, ils ne peuvent avoir aucun caractère de permanence.

La convention de septembre 1919 entre les délégués des industriels textiles des Vosges et ceux des syndicats ouvriers, relative à l'application de la loi de quarante-huit heures, dit cependant ceci :

« C'est à la cherté de la vie que les efforts de tous doivent s'appliquer à remédier, patrons et ouvriers reconnaissant que c'est là le but commun que la solidarité ouvrière, alliée à la solidarité patronale, permettra seule d'atteindre. Et dès à présent, lorsque ce but si désirable sera atteint, il est entendu que les tarifs donneront lieu à un nouvel examen quand la situation commerciale, tant à l'intérieur que sur les marchés d'exportation, le rendra indispensable. »

Cette convention était parfaitement conçue. Il faut bien

que les faits finissent par s'imposer et ce n'est pas en cassant toutes les machines, ni par la violence, qu'on se soustrait aux lois économiques.

La durée des heures de travail, de son côté, a été aussi parfois un fauteur de grèves ; dans d'autres cas, c'est la question des jours de congé qui les a provoquées ou celle de la semaine anglaise.

Enfin on trouve aussi des causes dont l'origine paraît remonter à des influences étrangères et non à des motifs d'ordre professionnel.

Il faut cependant constater que, dans de nombreux cas, la classe ouvrière s'est rendu compte que la diminution du coût de la vie est fonction de la réduction du prix de la production. L'essentiel, c'est de provoquer la volonté de travailler en collaboration paisible avec le patron, sans antagonisme qui affecte trop souvent les allures d'une force impérative et dominatrice.

CHAPITRE III

LA SITUATION ACTUELLE DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

Représentant actuellement un capital immobilisé que l'on peut évaluer à un milliard et demi, occupant un personnel de près de 100.000 ouvriers, pourvue d'un puissant outillage très modernisé, fabriquant enfin un produit de première nécessité, indispensable à la vie du pays, l'industrie cotonnière de la région de l'Est constitue une des grandes forces productives nationales, essentielle à la prospérité économique du pays en temps de paix et non moins nécessaire à sa vitalité en temps de guerre.

Et cependant la situation actuelle est loin d'être prospère. Quiconque a suivi de près les trois dernières années les a vues marquées par des ruines, des déficits considérables et une crise économique excessivement grave. On peut certes affirmer qu'elle a déjoué maintes prévisions. Le 6 août 1914, le *Bulletin de Correspondance* publié par MM. Ernès et Hémet, à la Bourse des cotons du Havre, s'exprimait ainsi :

« Il est inutile de parler maintenant de la consommation possible en coton pour la prochaine campagne, mais il convient de se rappeler que les grandes guerres sont suivies d'une ère de prospérité industrielle et comme toutes les chances paraissent être en faveur de notre pays, il y a tout

lieu d'espérer pour l'industrie cotonnière française, en une longue période de paix et de travail que ne viendra plus troubler le poids des armements à outrance qui ont été imposés à toutes les nations depuis tant d'années. »

Trois faits principaux caractérisent aujourd'hui la situation : entièrement dépendante de l'étranger pour son approvisionnement en matières premières, l'industrie cotonnière subit plus qu'aucune autre le contre-coup des fluctuations du change.

Productrice de quantités supérieures à celles absorbées par la consommation nationale, elle s'est de plus en plus orientée vers la recherche de débouchés extérieurs, mais subit la mauvaise politique douanière de notre pays. Elle reflète avec une rare sensibilité le marasme actuel des affaires.

§ 1. — *Un remède à la disette de coton.*

Nous avons déjà fait allusion à l'importance de premier plan que présente cette question.

« La filature française a consommé en 1920-1921 environ un million de balles représentant au cours actuel à peu près 1 milliard 125 millions de francs, soit 4,77 % de la valeur de nos importations totales en 1921. Or, sur cet approvisionnement de un million de balles, une quantité insignifiante (6.000 balles) provient des colonies françaises. La plus grande partie en a été achetée en Amérique (71 %), en Égypte (5 %), aux Indes (5 %) ; le reste provient du Brésil et des autres pays (1). »

1. M. René Læderich, président du Syndicat général de l'Industrie cotonnière française « *La Journée industrielle* » du 6 mars 1922.

Cette situation dépendante de l'étranger présente deux dangers différents.

L'un de ces dangers consiste dans la disette de coton dont nous sommes menacés, danger qui ne se manifeste pas encore sous une forme aiguë, mais dont on peut cependant préciser par des chiffres la menace croissante. Il faut se rappeler que la France est un pays uniquement transformateur de coton, tandis que certains des principaux pays producteurs de cette matière première, Etats-Unis, Indes anglaises, Chine, possèdent en même temps une industrie en plein essor dont la consommation est naturellement prélevée par priorité sur le coton produit dans ces mêmes Etats.

Aux Etats-Unis surtout, la consommation de ce textile qui était en 1913-1914 (1) de 5.680.000 balles de 225 kilogs environ a été de 7.430.000 balles en 1916-1917, soit une différence de 1.750.000 balles marquant en trois ans un accroissement de consommation de 31 % sur les quantités mises en œuvre en 1913-1914. En 1916-1917 la production s'était élevée à 12.670.000 balles et en utilisant à cette époque 7.430.000 balles l'industrie cotonnière non américaine absorbait donc 58 % de la production des États-Unis.

On pourrait alléguer que les causes qui ont provoqué un si rapide accroissement de l'industrie cotonnière américaine au cours des années de guerre sont transitoires ; mais il faut remarquer que le matériel créé pour utiliser ce coton continue à fonctionner et que, dès maintenant, l'Amérique est en mesure d'absorber les 3/5 de sa production de coton. De plus les planteurs semblent portés à abandonner la culture du

1. *La Revue textile*, novembre 1921, M. Achard.

coton pour des cultures plus rémunératrices. La surface moyenne cultivée en coton aux États-Unis était pendant la période 1912-1916 de 14.122.950 hectares environ ; elle s'est abaissée en 1917 à 13.695.114 hectares ; elle est en 1921 de 12.571.000 hectares.

Même constatation aux Indes anglaises où parallèlement à l'accroissement de production, le nombre des broches a augmenté de 36 %, et où l'excédent de la production sur la consommation intérieure est d'abord absorbé par les filatures anglaises et japonaises.

En Égypte enfin, le troisième grand fournisseur de coton, il n'y a pas à contester le développement de l'industrie cotonnière locale ; mais il ne faut pas perdre de vue que la production y est en voie de décroissance. A la déclaration de guerre, les provinces du delta du Nil subissaient une crise grave du fait de la baisse des prix du coton. Les fellahs encouragés jusqu'alors par les prix rémunérateurs payés pour ce textile, avaient presque exclusivement cultivé leurs terres en coton et il en était résulté une telle surproduction, que les belles qualités de sakellaridis se vendaient seulement 40 francs les 52 kilogs.

Pendant la guerre, ce prix se relève à 218 francs et le gouvernement anglais, craignant que cette hausse encourageât les fellahs à étendre encore leur culture, décrète le 9 mars 1917 qu'un tiers seulement des terrains cultivables pourrait être planté en coton. Cette mesure réduisit à 600.000 hectares la surface réservée au coton.

Du reste, l'Angleterre mieux placée que nous pour absorber le coton égyptien, a augmenté de 20 % au cours des dix dernières années, le nombre de ses broches filant le jumel.

Les industriels du coton ont donc eu des difficultés toujours plus grandes pour s'approvisionner en matières premières, d'autant plus que le retour de l'Alsace-Lorraine a créé de très importants besoins nouveaux. Or, le monopole qui existe en faveur des États-Unis constitue un danger sérieux.

Une guerre ou simplement la perturbation des récoltes par suite de conditions climatiques défavorables pourrait suspendre la marche de toute notre industrie cotonnière. A cette menacc d'avenir mais d'un avenir peut-être prochain, l'industrie cotonnière française tout entière doit s'efforcer de parer par le développement de la culture du coton dans les colonies, dont les possibilités sont presque illimitées. Mais une « coordination harmonieuse des efforts de l'initiative privée, de l'État et des Colonies, serait indispensable pour mener à bien une tâche dont la réalisation se lie au problème de la main-d'œuvre et qui exige des capitaux considérables ».

L'Association cotonnière coloniale française qui poursuit sa tâche, mais avec des moyens bien insuffisants (1 fr. par balle de coton importée) devrait être à ce sujet dotée de ressources plus puissantes ; en 1921, elle groupait cependant 6.392.000 broches.

§ 2. — *La spéculation sur le coton.*

Le deuxième danger que présente pour notre industrie cotonnière sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, c'est de subir les inconvénients de la spéculation américaine et des livraisons défectueuses, l'instabilité des cours et des changes « erratiques ».

L'esprit de groupement inné chez les Américains, leur caractère audacieux et entreprenant, ont fait naître dans ce pays de puissantes organisations dont le but est de tirer le plus de profit possible des circonstances défavorables dans lesquelles se trouve le marché. Les plus anciennes sont les associations de spéculateurs ou « *corpers* ». Elles cherchent à se procurer à bon compte de grandes quantités de coton, puis elles s'efforcent alors, disposant de ressources financières considérables, de produire méthodiquement la hausse. Elles y parviennent sans trop de difficultés par suite de la situation des acheteurs, qui, mal renseignés, éloignés des centres producteurs, redoutent toujours les mauvaises récoltes et, dans la peur de manquer de matières premières, se précipitent sur le marché dès qu'ils voient monter les cours, assurant ainsi le succès des accapareurs. Suivant leurs besoins, ces spéculateurs savent d'ailleurs aussi bien obtenir la baisse que la hausse. L'usage des marchés fictifs à terme sur le coton s'est de plus en plus répandu dans toutes les classes de la société et le public se laisse influencer par de fausses nouvelles, ou se défend mal contre les manœuvres dont le but est de faire varier artificiellement les cours.

Au reste, les planteurs cotonniers se chargent aussi de faire hausser les prix et des associations de planteurs sont maintenant constituées comme la « *Farmers educational and cooperative Union* », qui n'ont pas d'autre but.

De plus, il existe un autre élément de perturbation du marché des cotons : les livraisons défectueuses des cotons bruts américains. Les vendeurs des Etats-Unis profitent en effet de leur quasi-monopole pour effectuer des livraisons

défectueuses aux Européens, sachant bien que le recours de l'acheteur est le plus souvent illusoire.

M. C. Berger, alors qu'il était président du Syndicat général de l'industrie cotonnière française, disait dans son rapport à l'Assemblée générale du Syndicat du 15 mars 1911 : « On aura à chercher les moyens à employer pour obtenir des Américains des livraisons plus correctes au point de vue du poids, des emballages, des longueurs de soie et du respect des classements. »

C'est qu'en effet, sur tous les points incriminés, les Américains commettent des fraudes continues et systématiques. Ils trompent sur la qualité de la marchandise vendue, c'est-à-dire qu'ils fournissent des cotons dont la catégorie et le numéro sont inférieurs à ceux qu'ils sont convenus de livrer. « Nos acheteurs de good Middling 28/30 millimètres, écrit M. Louis Deschamps (1) reçoivent une partie du lot en ce classement. Il est la tête ; le centre est un fully-Middling 20 millimètres, puis il y a queue presque inemployable en 25/26 millimètres. Tout passe !

Ils trompent d'autre part sur la quantité en faisant, au moment du compressage, subir aux balles un vaporisage intensif pour augmenter considérablement leur poids : « Nous achetons du coton, dit encore à ce sujet M. Deschamps, nous recevons 2 à 3 % d'eau ; c'est de l'eau du Mississipi qui nous coûte jusqu'à 1 fr. 80 le litre et plus. Les Américains trouvent eux-mêmes que c'est un bien beau prix pour de l'eau sale, ils nous l'envoient et nous la payons » (2).

1. *L'Industrie textile*, n° de février 1920. Commerce et statistique textile.

2. C'est pour vérifier ces manutentions abusives que le Syndicat

Les Américains ne se font d'ailleurs pas faute de reconnaître la sincérité des griefs que formulent contre eux les industriels français et M. Madoll, président de la Conférence des planteurs et filateurs de coton disait au Congrès de Paris, en 1908 : « La première chose qu'un Américain devrait faire, en s'adressant à un auditoire européen, serait peut-être des excuses pour la condition actuelle des affaires. »

§ 3. — *L'instabilité des cours et les changes erratiques.*

Si l'industrie cotonnière de l'Est redoute pour plus tard une pénurie du coton, elle subit dès maintenant, du fait de ses achats à l'extérieur, les graves inconvénients du change, dont les variations sont énormes.

ANNÉES	Valeur en francs du dollar
1920	Cours le plus-haut : 17.21 (décembre).
—	— — bas : 11.60 (juillet).
1921	— — haut : 17.18 (janvier).
—	— — bas : 11.645 (mai).

Voici quelle est la répercussion d'une telle fluctuation sur les prix de la matière première :

général de l'industrie cotonnière, fonda au Havre le Bureau de Conditionnement.

ANNÉES	Valeur en cents et centièmes de la livre anglaise du coton aux Etats-Unis (New-Orléans)
1920	Cours le plus haut : 41.75 (avril).
—	— — bas : 12.72 (décembre).
1921	— — haut : 20 (septembre).
—	— — bas : 9.85 (juin).

et au Havre :

ANNÉES	Valeur du coton au Havre en francs aux 50 kgs.
1919	Cours le plus haut : 596 (décembre).
—	— — bas : 213 (février).
1920	— — haut : 970 (avril).
—	— — bas : 280 (novembre).
1921	— — haut : 402 (octobre).
—	— — bas : 172 (juin).

En ce qui concerne le coton jumel d'Egypte les constatations à faire sont les suivantes :

En 1920, la qualité de coton dite « sakellaridis fully good fair », valait en décembre 2.450 francs les 50 kilogrammes (change de la livre anglaise 67.265) ; le 31 décembre de la même année, les 50 kilogrammes ne valaient plus que 450 francs.

En 1921, le prix était de 230 francs le 3 mars et 660 francs le 4 octobre.

Les conséquences de variations d'une pareille amplitude

sont évidentes : les prix des produits fabriqués se réglant sur le cours de la matière première au moment de l'achat des filés ou du tissu, deux éventualités peuvent se produire :

L'industriel peut penser que le seul moyen pour lui de lutter contre les inconvénients de la spéculation américaine est de se couvrir au fur et à mesure des marchés qu'il fait. Le filateur s'engage alors dès le début de la saison à livrer un chiffre déterminé de kilos de filés à des tisseurs ou à des agents d'exportation.

Il se couvre en achetant immédiatement les cotons bruts qui lui sont nécessaires et qui lui seront livrés au fur et à mesure de ses besoins. Si le coton hausse démesurément au cours de la saison, il ne risque pas de supporter les conséquences de la surélévation du prix de la matière première. Mais ce procédé permet seulement de se défendre et d'atténuer les risques de perte : il ne donne pas de bénéfice et les acheteurs restent, eux, soumis aux dangers de la baisse.

Ou bien l'industriel voudra spéculer : il essaie de prévoir par tous les moyens les circonstances qui déterminent la hausse et la baisse du coton brut sur les divers marchés. M. Pierre Leroy-Beaulieu, dans son ouvrage : *Les Etats-Unis au XIX^e siècle*, examine pourquoi l'industriel cotonnier devient spéculateur. « La marge entre le prix d'une livre de coton brut et celui d'une marchandise, fil ou tissu, se trouve si faible en présence de l'active concurrence qui existe, que les profits d'une usine durant toute l'année, peuvent dépendre de la chance ou du jugement qui a présidé à l'achat de la matière première. C'est le cours du coton que l'industriel devra suivre plus encore que la marche de son usine. Qu'il opère bien ou mal, il sera tenté de com-

penser ses pertes ou d'augmenter son gain par des spéculations, il deviendra spéculateur. »

Mais alors s'il a acheté d'avance son coton à des cours élevés, s'il ne peut vendre son produit fabriqué qu'à des prix établis sur des cours plus bas et, par conséquent, à perte, on comprend les ravages qui peuvent être causés et les désastres qui peuvent en résulter.

En résumé, l'excessive mobilité des changes, et par suite, des cours du coton exprimés en francs, ôte à l'industriel toute possibilité d'établir sur des bases sûres sa production et sa vente et il y a là une source d'insécurité et de malaise qui ne disparaîtra que lorsque l'équilibre économique du monde aura repris une certaine stabilité.

Un exemple typique va illustrer brièvement cette affirmation : les cours du coton en 1920.

Les cours en 1920 débutent sous d'heureux auspices : le dollar valait 10 fr. 75, la livre sterling 40 fr. 83, les 50 kilogrammes de coton au Havre 583 francs. Les prévisions de récolte étant pessimistes, il se produisit une énorme demande pour les produits fabriqués et certains prirent des ordres pour de longs mois d'avance. L'argent métal haussa également. Il y avait donc une apparence de prospérité industrielle sans précédent et les demandes d'augmentation de salaires furent toutes accordées, quelquefois même devancées. Le coton atteignit au Havre 970 francs en avril, le dollar étant à 18 francs. Cette griserie ne permit pas de voir que la situation se modifiait. Les achats de produits fabriqués n'avaient été que des opérations spéculatrices, ils s'arrêtèrent et la baisse commença naturellement. C'est alors que certains déclanchèrent la fameuse « vague de baisse ». Bien des ache-

teurs ne voulurent pas prendre livraison de leurs commandes et l'industrie chargée de stocks dut réduire sa production. Puis l'on s'aperçut que la récolte était plus belle qu'on l'avait prédit et le résultat fut la formidable crise financière dont l'issue est si difficile à voir, même maintenant.

§ 4. — *La surproduction.*

A supposer même que notre industrie arrive à surmonter les difficultés de son approvisionnement en matière première, il ne lui en resterait pas moins à résoudre un grave problème de surproduction.

Ce que nous avons dit dans la première partie de notre étude pour la surproduction d'avant-guerre est malheureusement encore plus grave aujourd'hui. « Même en tenant compte de la diminution de production résultant de l'application de la loi de huit heures, et en supposant que le pouvoir d'achat du marché français soit demeuré le même qu'avant 1914, il demeure acquis que l'industrie cotonnière doit envisager à l'heure actuelle une surproduction représentant pour les filés 5 % et pour les tissus près de 20 % de sa production normale d'après-guerre et par suite dépassant sensiblement la surproduction d'avant-guerre. » (1)

Or il est certain que le marché intérieur a diminué : si le total de nos exportations est pour 1921 inférieur à celui des années précédentes, nos importations de matières premières sont à peine la moitié de celles de ces mêmes années. C'est

1. M. René Læderich, président du Syndicat général de l'industrie cotonnière française.

done que la consommation intérieure a diminué dans des proportions considérables.

L'article 268 du traité de Versailles prévoyait l'augmentation considérable que le retour de l'Alsace-Lorraine allait apporter à notre industrie cotonnière ; il avait accordé en faveur de la province recouvrée des immunités douanières spéciales destinées à faciliter pendant cinq ans l'écoulement des produits alsaciens en Allemagne et à permettre ainsi une adaptation progressive de notre industrie textile de l'Est à sa nouvelle situation.

Mais le change allemand vient de s'effondrer et les transactions entre l'Alsace et l'Allemagne sont suspendues. Sans pouvoir dire si le mark allemand reviendra à des jours meilleurs, le problème de la surproduction se pose à nouveau, très angoissant, trois années avant la date prévue.

Or, en examinant la situation générale du commerce extérieur de la France pour 1921, on relève aux exportations en tissus de coton 58.648.000 kilogrammes dont 24.785.000 kilogrammes destinés à l'Allemagne seule. Les événements actuels montrent que ces exportations hier si importantes, sont aujourd'hui précaires et qu'en tout état de cause elles ne peuvent durer bien longtemps, étant donné le rapide relèvement de l'industrie cotonnière allemande.

Mais ce qui est plus grave, c'est que les mêmes statistiques révèlent un déclin marqué de nos exportations de tissus de coton sur notre marché colonial. Elles n'ont pas dépassé en 1920 le total de 12.507.011 kilogrammes, alors qu'en 1912 elles étaient arrivées à 22.426.336 kilogrammes. Nos affaires avec la Tunisie n'accusent qu'une régression de peu d'importance pour 1920 : 3.144.000 kilogrammes au lieu de 3.985.000 ;

mais pour 1921, 1.260.800 kilogrammes. Pourquoi donc celles avec Madagascar ont-elles reculé de 5.257.537 kilogrammes à 2.165.607 kilogrammes en 1920 et 1.855.530 kilogrammes en 1921 ? Celles avec l'Afrique Occidentale Française et les régions avoisinantes, qui promettaient de si belles perspectives d'avenir, de 5.476.626 kilogrammes à 3.557.335 kilogrammes ? Celles avec l'Indo-Chine, la perle de nos colonies, de 7.707.378 kilogrammes à 2.720.069 kilogrammes ?

On trouve à cette situation, particulière à notre domaine colonial, des causes qui l'expliquent plus ou moins : la guerre a entraîné un ralentissement de nos transactions commerciales et l'Angleterre, à laquelle se sont jointes ses colonies, en a profité pour essayer de nous supplanter. La hausse des prix a entraîné une diminution de la consommation, forcé nos négociants coloniaux à utiliser ce qui restait d'approvisionnements intérieurs.

Mais cet ensemble de raisons ne suffit pas à expliquer un tel recul qui fait passer pour nos colonies le pourcentage des importations de provenance française par rapport au total des importations de toutes provenances, de 61,8 % en 1912 à 15,2 % en 1919.

Il est d'autres causes qui désavantagent particulièrement notre région de l'Est : l'éloignement de la mer de nos centres cotonniers, qui nous met dans une infériorité de situation géographique indéniable, surtout avec l'énorme majoration imposée aux frais de transports (celle-ci a varié en général de 3 à 6 suivant les cas et souvent même dépasse ces coefficients) en face des augmentations de tarifs, beaucoup plus modérées, intervenues à l'étranger.

L'industrie textile n'a pas échappé à l'ensemble de ces

charges qui se sont aggravées pour elle en raison de la suppression des nombreux tarifs spéciaux et prix fermes dont elle avait la jouissance.

Ces tarifs exceptionnels étaient justifiés par le fait que l'industrie textile ne trouve pas en France les matières premières nécessaires à son alimentation. D'autre part, une fois transformées, ces matières donnent lieu à un nouveau transport pour expéditions de détail et le plus souvent à grandes distances, de telle sorte que les frais de transport entrent pour une très large part dans les frais généraux.

Il est frappant de constater que les chemins de fer ne peuvent assurer le transport des matières premières importées de l'étranger qu'à des conditions sensiblement plus élevées que les voies ferrées étrangères. Les cotons importés par Anvers paient aujourd'hui 78,80 par tonne d'Anvers à Mulhouse, 124,65 du Havre, et 116,50 de Dunkerque.

La différence est encore plus grande si l'on prend les prix d'importation par Gand.

Cette anomalie est due en partie à ce que les chemins de fer belges appliquent les majorations d'après-guerre sur les tarifs de base de 1914, alors que les réseaux français ont fait subir aux prix de 1914 un premier relèvement de 30 à 50 % sur les bases auxquelles s'applique la majoration de 140 % et l'impôt. De plus les chemins de fer étrangers ne se font pas faute d'appliquer aux marchandises transitant par leurs lignes des tarifs occultes faisant l'objet de traités particuliers, qui leur permettent de faire une concurrence très dure aux voies ferrées françaises.

De même nos compagnies ne sont plus favorables aux tarifs dits « de « groupage », les marchandises destinées à

être exportées ne bénéficient plus d'une réduction aussi forte qu'avant la guerre (30 à 50 %) ; elle est aujourd'hui à peine de 10 % ; de sorte qu'une tonne de tissus de coton, pour être transportée d'Epinal au Havre, paie 209,60 contre 18,20 avant guerre, soit une majoration de 11,45 %.

De tels prix de transport ferment, à eux seuls, les marchés extérieurs, à commencer par certaines de nos colonies et pour l'avenir de notre expansion coloniale et de notre industrie cotonnière de l'Est, un programme de tarifs très dégressifs pour les grandes distances, avec réduction pour le transit terrestre et maritime s'impose.

D'autre part, nos méthodes commerciales ne correspondent pas assez au nouvel état de choses. Il faudrait des procédés qui diminueraient nos prix de revient, tels que : fabrication en série, spécialisation, primes d'exportation, modification de l'organisation de la vente par l'accord d'un plus long crédit, par l'envoi sur place de représentants actifs ou de voyageurs entreprenants, par le contact direct du chef de maison avec la clientèle étrangère, l'envoi de collections de nombreux échantillons, par l'établissement de tarifs en prix comprenant les droits d'entrée et de port dans la langue, la monnaie et le métrage du pays.

Il y a encore l'insuffisant concours que nous prêtent les agents diplomatiques et consulaires, pour lesquels on déplore qu'ils ne dirigent pas comme leurs collègues anglais et allemands, une section d'informations commerciales où les négociants et les industriels français trouveraient tous les renseignements nécessaires.

Enfin un facteur qui domine tout et sur lequel, pour favoriser l'expansion de nos exploitations coloniales de nos tis-

sus de coton, il faut inlassablement attirer l'attention des pouvoirs publics, c'est l'insuffisance actuelle de notre législation douanière. Avant la guerre on estimait, à tort ou à raison, que les droits de douane appliqués à l'entrée dans nos colonies compensaient plus ou moins exactement la différence des prix de revient entre les tissus de coton français et étrangers. Mais, au cours des hostilités, les fabricants de ces tissus qui, avant 1914, s'étaient outillés pour l'exportation coloniale tournèrent en France leur activité du côté de la défense nationale. Pendant ce temps, les concurrences anglaise et italienne n'ont cessé de s'exercer à supplanter nos produits et dans une certaine partie y ont réussi. Il a donc fallu, pour nous aider à reconquérir un marché colonial abandonné, seconder les efforts de nos industriels par une politique de protection douanière.

Mais on n'a pas donné à cette dernière une ampleur qui permette de la considérer comme efficace ; les coefficients de majoration ont bien été institués pour la métropole par le décret du 8 juillet 1919, révisé en juillet 1921, mais ce qui paraîtra extraordinaire, c'est qu'ils ne s'appliquaient pas aux colonies qui avaient été oubliées. Il a fallu, en ce qui les concerne, un décret du 13 juillet 1920 pour l'Indo-Chine, un arrêté du 13 septembre 1919 du gouverneur de Madagascar, un autre du 30 décembre 1920 pour l'Afrique Occidentale Française, et rien pour la Tunisie où un décret beylical du 19 décembre 1919 s'est contenté de maintenir pour les tissus de coton les droits du tarif minimum français sans coefficient. Or, aucun de ces coefficients appliqués à l'Indo-Chine (1),

1. Nous croyons savoir qu'un décret appliquant le coefficient 4 aux importations en Indo-Chine va incessamment paraître. Avril 1922.

Madagascar et l'Afrique Occidentale Française n'est supérieur à 3, ; alors que pour les tissus écrus de coton il faudrait au moins qu'il fussent égaux à 9 d'après la comparaison des prix établis et précisés par la commission permanente des valeurs en douane.

On peut donc estimer que la protection douanière de nos colonies en tissus de coton est inférieure à ce qu'elle était avant la guerre.

Notre industrie cotonnière l'accomplit cependant un effort considérable dans la recherche des débouchés extérieurs. Une société d'exportation, actuellement en voie de réorganisation sous les auspices du Syndicat général de l'industrie cotonnière française, le « Comptoir cotonnier français » tend à grouper en vue de l'exportation toutes les entreprises qui s'intéressent aux cotons, depuis le négociant importateur de matières premières jusqu'au négociant importateur de produits finis, en passant par toutes les étapes de la transformation industrielle. Les pouvoirs publics appréciant le caractère coopératif de cette organisation et son intérêt national lui ont accordé le 26 novembre 1921 un prêt de 5 millions de francs sans intérêts, pour dix ans. Le remboursement devra s'effectuer au cours de ces dix années par un prélèvement de 50 % sur les bénéfices du Comptoir et pour ce qui resterait dû à l'expiration de ce délai, par cinquièmes au cours des cinq années suivantes. A titre de garantie, l'État pose comme seule condition l'élévation du capital à 10 millions de francs et l'interdiction d'en appeler les deux derniers quarts tant que le prêt n'aurait pas été remboursé.

Il semble donc que le nouveau « Comptoir cotonnier français » vienne à son heure. Il paraît avoir devant lui les meil-

leures chances de succès. Grâce à son capital propre et à la subvention qu'il a obtenue, il possède des ressources financières suffisantes pour réussir dans des cas où des efforts individuels auraient été voués à l'insuccès. « Ouvert toute personne intéressée dans l'industrie du coton et de ses « annexes » ainsi que l'a demandé le gouvernement lui-même, il disposera de moyens d'action que n'aurait jamais possédés une entreprise particulière.

S'interdisant enfin de spéculer, il présente dans ses opérations le maximum de sécurité possible. Ses fournisseurs, qui sont en même temps ses actionnaires, sont tenus de mettre à sa disposition un certain quantum de leur production, 3 %, mais il n'en prend livraison que s'il en a la vente assurée.

§ 5. — *L'organisation syndicale patronale dans l'industrie cotonnière.*

Nous ouvrons ici une parenthèse : cette création si séduisante du « Comptoir cotonnier français » nous amène à étudier rapidement quelle est, à l'heure actuelle, l'organisation syndicale patronale dans l'industrie cotonnière.

L'organisme qui groupe en France toutes les industries textiles est l'« Union des syndicats patronaux des industries textiles ». Elle représente 82 syndicats appartenant aux diverses branches de la production textile : soie, laine, coton, chanvre, jute, amiante, tules, dentelles, teinture, apprêt et blanchiment. Ces 82 syndicats groupent plus de 3.000 établissements textiles, employant, avant la guerre, 830.000 personnes.

Le Syndicat général de l'industrie cotonnière française fait partie de cette Union et lui même est composé des membres des Syndicats régionaux se rattachant à l'industrie cotonnière française, ainsi que des membres des syndicats locaux et même des industriels isolés ne se rattachant à aucun syndicat (article II des statuts du 24 juin 1920).

Et, enfin, dans les diverses régions cotonnières existent les dits syndicats régionaux : Syndicat cotonnier de l'Est, Société industrielle de Mulhouse, Société industrielle de Rouen, Syndicat normand de la filature et du tissage de coton, Syndicat du Haut-Rhin, Syndicat de Roubaix-Tourcoing, Syndicat industriel alsacien, etc...

L'activité de ces divers syndicats s'exerce, en liaison étroite avec le Syndicat général de l'industrie cotonnière, dans trois directions principales :

Tout d'abord, ils utilisent la force que représentent leurs groupements pour chercher à réaliser une meilleure organisation industrielle, tant par l'unification des conditions de vente qu'en provoquant ou en secondant la création de services en commun destinés, soit à réduire, au bénéfice de chacun, des frais de plus en plus élevés, soit à faciliter l'écoulement à l'étranger des produits de notre industrie.

L'unification des conditions de vente par la filature et le tissage est maintenant une chose accomplie et tout à l'honneur du Syndicat général. L'importance en est énorme : le contrat de vente uniforme n'a pas seulement pour effet de limiter le champ de la concurrence et de faire apparaître celle-ci au grand jour ; il supprime de longues discussions entre vendeurs et acheteurs, et simplifie la conclusion des affaires. Ainsi, il rend sensible à tous, industriels et clients,

la cohésion disciplinée de l'industrie cotonnière française.

Ces conditions, acceptées depuis 1921 par 13 % des broches en activité et par une grosse proportion de métiers à tisser depuis le 15 février 1922, sont maintenant en pleine application.

C'est encore le Syndicat général qui a maintenu et développé l'organisme créé pendant la guerre sous le nom de Comité central des transports de coton, dont nous avons déjà parlé et dont le maintien s'imposait au triple point de vue de l'économie de frais, de la bonne exécution des transports et de la responsabilité des compagnies.

Le Syndicat général s'est intéressé aussi à un projet d'assurances très intéressant, dont l'initiative revient à un industriel de haute valeur, M. E. Motte ; ce projet conclut à la création, sous forme de Société par actions, d'une compagnie d'assurances nouvelle basée sur l'application du principe coopératif, tout actionnaire de la société devenant, du fait de son adhésion, l'assuré de cette dernière pour une part déterminée de son risque, en évitant les augmentations de tarif, auxquelles les grandes compagnies d'assurances seront peut-être obligées d'avoir recours pour faire face à l'accroissement constant de leurs frais.

En second lieu, nos syndicats rendent de précieux services à leurs membres en constituant, à leur profit, un service d'informations de plus en plus complet. En matière économique, ils fournissent à leurs adhérents, en ce qui concerne les importations et les exportations françaises d'articles cotonniers, des relevés qui permettent de suivre le progrès ou le recul de la concurrence que nous font les pays étrangers ; ils dres-

sent des tableaux où figurent les principaux éléments permettant d'apprécier le degré de l'activité industrielle : importance de l'outillage en marche, du stock, des livraisons et des ordres reçus. De même, pour permettre aux industriels de comparer la situation des diverses régions, au point de vue du problème malheureusement si actuel du chômage, il leur est présenté, à intervalles rapprochés, des tableaux synoptiques des durées de short-time pratiquées en Normandie, dans le Nord, les Vosges, l'Alsace, ou encore des statistiques sur l'outillage, la consommation internationale du coton, la production des filés, etc...

Les industriels trouvent, de même, près de leurs syndicats, des informations juridiques de premier ordre, en un temps où l'acheteur cherche constamment à tirer prétexte de la crise de mévente pour remettre en justice des contrats qu'il a conclus. En matière fiscale, enfin, le rôle d'informateur, joué par les syndicats, n'est pas moins utile : la liquidation de la contribution des bénéfices de guerre, l'application des nouvelles taxes, telles que l'impôt cédulaire sur des bénéfices industriels et commerciaux, l'impôt sur le chiffre d'affaires, sont réglementés par des textes souvent obscurs et incomplets. De là, de nombreuses contestations au cours desquelles il est précieux, pour l'industriel, d'être renseigné sur l'étendue et les limites de ses obligations envers l'Etat.

En troisième lieu, ces groupements, qui sont des représentants qualifiés d'une des plus grandes industries nationales, ne peuvent évidemment se confiner dans une tâche d'organisation et d'information intérieures. De plus en plus leur influence et leur action auprès des pouvoirs publics augmen-

tent, de la façon la plus heureuse, à la fois pour protéger les intérêts communs de l'industrie qu'ils représentent et pour inspirer une législation tenant mieux compte des réalités. Cette action est concentrée avec d'autres grandes organisations syndicales, telles que l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises, fondée par M. Méline, l'Union textile, le Comité de défense fiscale, l'Union syndicale des tissus. Cette dernière, particulièrement puissante, a organisé un bureau d'arbitrage, devant lequel peut être porté tout différend relevant du commerce et de l'industrie du tissu et des matières textiles ; puis un service de contentieux et d'assurance, et un service de placement gratuit des industries du vêtement.

Telle est l'activité déployée par ces syndicats patronaux, autour desquels on devrait se grouper plus encore pour affronter, sans faiblir, toutes les difficultés futures, et les conditions économiques instables dans lesquelles il faut vivre jusqu'à ce que l'équilibre se soit un peu rétabli dans le monde.

§ 6. — *Le prix de revient. Les charges fiscales.*

La crise de confiance.

De toutes ces considérations découle pour notre industrie textile de l'Est la nécessité d'un énergique effort en vue de rendre possible la réduction du prix de revient puis de développer notre exportation.

« L'industrie cotonnière, dit M. Læderich, président du Syndicat général de l'industrie cotonnière, est entrée dans la voie de la réduction du prix de revient par une certaine compression des salaires, qui a varié de 10 à 15 %, selon

les régions et suivant la diminution du coût de la vie. »

Cette réduction est singulièrement modérée si on la compare à celle des tableaux publiés par le *Labour Gazette* de décembre 1921 qui font ressortir des réductions de 30 % pratiquées en Amérique et en Angleterre ; elles sont encore bien faibles comparées aux baisses des salaires allemands.

Ici, les salaires sont loin d'avoir subi la courbe de l'élévation du coût de la vie. D'après le *Textile World Journal* du 8 octobre 1921, à Berlin, en novembre 1920, l'augmentation du salaire mensuel pour un ouvrier adulte, représentait 700 % par rapport à 1913, alors que l'augmentation du prix de la vie, pour les mêmes périodes était de 1100 %.

Mais ces sacrifices n'auront aucune efficacité, si les charges subies par l'industrie textile du fait d'une législation fiscale particulièrement lourde pour elle (10 à 12 % du capital) venaient à s'aggraver du poids de nouveaux impôts ou d'excessifs sacrifices financiers demandés par de nouvelles lois fiscales.

C'est ainsi que le Comité des syndicats patronaux des industries textiles de France adressait, en septembre 1921, au rapporteur général du budget à la Chambre des députés, la protestation suivante :

« Si nous avons été des premiers à nous prononcer en faveur de l'impôt sur le chiffre d'affaires de 1/10 %, c'est que celui-ci par sa simplicité et ses larges bases de perception présentait toutes les garanties d'un bon rendement. Mais nous n'avons jamais cessé de considérer que cet impôt, du fait qu'il frappe successivement le même produit au cours de ses diverses transformations et de ses échanges successifs ne devait pas dépasser un taux modéré.

« Au point de vue des marchés extérieurs, il ne faut pas oublier que si l'article destiné à l'exportation est exonéré de l'impôt sur le chiffre d'affaires, il supporte cependant plusieurs perceptions de 1/10 % avant de parvenir à l'état fini. Une augmentation du taux en vigueur n'aurait d'autre résultat que de restreindre les affaires et de tarir ainsi les sources mêmes de l'impôt. »

Il faut au contraire que, loin de les taxer davantage, l'Etat vienne en aide à nos industries cotonnières.

L'Allemagne l'a bien compris, qui pratique les procédés de « Dumping », subventionnant indirectement ses grandes industries.

Le *Bulletin économique du ministère des Affaires étrangères* français de janvier 1922, expliquant les chiffres énormes de subsides au commerce et à l'industrie allemands pour 1919, 1920 et 1921 (75.480 millions de marks-papier), s'exprime en ces termes : « La conséquence de ces subventions est de permettre aux exportateurs allemands de concurrencer victorieusement la production étrangère, surtout la production anglaise et française. » Et cela est bien évident !

Il faut encore que le gouvernement intervienne pour imposer une coopération plus intime des producteurs et des distributeurs de crédit : les banquiers.

Un éminent industriel de la région de l'Est (1) dit ceci :

« Il y a eu en France comme en Angleterre, imprévoyance et maladresse de la part des gouvernements et trop de rou-

1. M. Paul Lederlin, administrateur général de la blanchisserie et teinturerie de Thaon, sénateur des Vosges. *La Revue textile*, oct. 1921.

tine et d'individualisme du côté de la banque et de l'industrie. Il est incontestable qu'une meilleure disposition du crédit est la condition *sine qua non* d'une reprise quelque peu durable des affaires.

« Il est juste de reconnaître que les moyens bancaires mis à la disposition de l'industrie française sont insuffisants et notoirement inférieurs à ceux dont bénéficient les industriels allemands. Notre Banque nationale du commerce extérieur ne peut rendre de réels services, étant donné son modeste capital, que si elle peut faire appel au concours d'un office de dueroire. Ce projet de création d'un semblable office a traîné longtemps et n'a pas encore abouti.

« Ce qui rendrait les plus grands services à notre commerce extérieur, c'est la création rapide d'un organisme conçu sur des bases nouvelles, permettant d'assurer la compensation en nature de la valeur de nos expéditions par celle des matières premières réexpédiées des pays acheteurs.

« Cette amélioration de notre outillage bancaire, pour le commerce extérieur, doit être complétée par une politique douanière extrêmement souple, s'adaptant aux circonstances et aux situations parfois très complexes du commerce international. De la fermeté en politique extérieure, de la souplesse à l'intérieur, de la discipline de haut en bas, de la méthode et de la psychologie partout, voilà ce qu'il nous faut. »

On pourrait ajouter :

« Il faut aussi que la confiance reparaisse. »

La guerre avait créé la crise de confiance, la paix ne l'a pas tuée, elle n'a fait que l'aggraver. Il faut que reparaisse la sécurité des transactions commerciales, basées sur la cons-

cience de chacun, sur le sentiment de solidarité et un certain esprit de discipline, de façon à consentir au profit de l'intérêt général, le sacrifice tout au moins partiel de la liberté et l'abandon de certains intérêts particuliers. Chez nous le défaut d'entente entre nos industriels cotonniers a trop de tendance à être irréductible. « Ce que je ne puis calculer ni chiffrer, dit M. L. Deschamps, ancien administrateur délégué des établissements de la Motte, c'est le dommage énorme qui résulte pour tous du manque d'entente et de solidarité entre les filateurs français ; ce sont des millions de francs perdus chaque année et qu'une organisation simple, loyalement expérimentée, eût convertis en bénéfices ; je ne voudrais blesser personne et cependant je dois dire la vérité : ce qui caractérise la mentalité du filateur, c'est un immense orgueil, qui dans la pratique se traduit par un individualisme outré. Chaque fois qu'il s'agit de réunir un certain nombre de cotonniers en vue d'une action commune, l'on en rencontre toujours qui font des déclarations comme celle-ci : « Je ne veux pas me laisser embrigader, et j'entends réserver ma liberté. La conséquence est que l'industrie cotonnière reste inorganisée, incohérente et que chacun de ses membres reste inerte, attendant passivement le retour des affaires et des jours prospères. En attendant, le Nord refuse de collaborer avec la Normandie et les Vosges se tiennent à l'écart.

Il faut comme on l'a heureusement dit, que le particularisme ait vécu désormais.

Les industriels du coton, pressés par les circonstances et menacés dans leurs intérêts, semblent cependant avoir compris ce qu'il leur convenait de faire. Les comptes rendus des derniers congrès témoignent du désir d'entente manifesté

par tous les filateurs et tisseurs. Les associations professionnelles développent leur autorité et leur influence, elles délibèrent sur la résistance à opposer aux manœuvres de la spéculation, elles favorisent et encouragent tous ceux qui veulent développer la vente des produits cotonniers. Nous ne prendrons comme preuve de cette heureuse tendance, que l'accord qui a réussi, à partir du 15 février 1922, à uniformiser les conditions de vente du tissage cotonnier. Un peu d'organisation et de courage parviendra à triompher du mal dont souffre l'industrie cotonnière.

Vu : le Président de la thèse,
GERMAIN MARTIN

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

La Revue textile.

L'Avenir textile.

L'Industrie textile.

The Cotton Industry in France, by R. B. Forrester, Manchester, 1921.

Syndicat cotonnier de l'Est : Réponse au questionnaire de la Commission d'enquête parlementaire de l'industrie textile, Epinal, 1904.

Annuaire et Bulletins de l'Union des syndicats patronaux des industries textiles, Paris.

A. LEDERLIN. — Monographie de l'industrie cotonnière, Epinal, 1905.

A. AFTALION. — Les crises périodiques de surproduction, Paris, 1913.

Bulletins de la Chambre de commerce des Vosges, années 1914-1919.

Commission permanente des valeurs de douanes, Paris, 1909.

MIEG (Daniel). — L'Alsace Lorraine et l'industrie cotonnière française.

GIRAULT. — Les Tarifs coloniaux français, 1916.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

SITUATION DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE DANS L'EST DE LA FRANCE EN 1914

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'organisation</i>	9
§ 1. — Les salaires.	12
§ 2. — La durée du travail.	15
§ 3. — La fabrication	18
§ 4. — Relations entre patrons et ouvriers	20
CHAPITRE II. — <i>La situation économique en 1914.</i>	21
§ 1. — La surproduction.	22
§ 2. — La hausse du coton.	23
§ 3. — La crise commerciale	25
CHAPITRE III. — <i>Moyens tentés pour remédier à la crise</i> . .	26
§ 1. — Les exportations	26
§ 2. — Le « short time ».	28
§ 3. — Le coton et nos colonies	29
§ 4. — Les organismes de vente	30

DEUXIÈME PARTIE

LA GUERRE DE 1914-1918

CHAPITRE PREMIER. — <i>La main-d'œuvre.</i>	36
— II. — <i>L'approvisionnement en charbon</i>	38
— III. — <i>L'approvisionnement en coton</i>	41
— IV. — <i>La crise des transports</i>	44
— V. — <i>La situation économique</i>	47

TROISIÈME PARTIE
L'APRÈS-GUERRE

CHAPITRE PREMIER. — <i>La question de l'Alsace-Lorraine. Les</i> <i>dommages de guerre.</i>	52
CHAPITRE II. — <i>La main-d'œuvre.</i>	54
§ 1. — <i>La loi de huit heures.</i>	54
§ 2. — <i>Les salaires.</i>	57
CHAPITRE III. — <i>La situation actuelle de l'industrie cotonnière.</i>	62
§ 1. — <i>Un remède à la disette du coton.</i>	63
§ 2. — <i>La spéculation sur le coton</i>	66
§ 3. — <i>L'instabilité des cours et les changes « erratiques ».</i>	69
§ 4. — <i>La surproduction.</i>	73
§ 5. — <i>L'Organisation syndicale patronale dans l'industrie</i> <i>cotonnière</i>	80
§ 6. — <i>Le prix de revient. Les charges fiscales. La crise de</i> <i>confiance</i>	84
BIBLIOGRAPHIE :	90

ACHEVÉ D'IMPRIMER
— LE 7 JUIN 1922 —
IMPRIMERIE DE LA VIE
UNIVERSITAIRE. DIREC-
TION A PARIS : 13, QUAI
DE CONTI, ENTRE L'HOTEL
DE LA MONNAIE ET LE
PALAIS DE L'INSTITUT

